

**UNIVERSITE GALATASARAY**  
**Institut des Sciences Sociales**  
**Département de Relations Internationales**

**LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE ET  
LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES**

**Sevi SIDAR**

**Directeur de Recherche : Yrd. Doç. Füsun Türkmen**

**Mémoire pour l'obtention du DEA : « Relations Internationales »**

**Septembre, 2007**

**TABLE DES MATIERES**

**LISTE DES ABREVIATIONS iv**

**INTRODUCTION 1**

**I- PREMIERE PARTIE : LA TRANSFORMATION DU PARTENARIAT**

**TRANSATLANTIQUE APRES LA GUERRE FROIDE 10**

**CHAPITRE I : L'EVOLUTION DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES**

- A. Les intérêts américains et la sécurité européenne durant la Guerre Froide 14**
- B. L'importance de la présence militaire américaine en Europe 22**
- C. Le changement des intérêts américains dans la période de l'après-Guerre Froide 28**

**CHAPITRE II : L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE (PESD 31**

- A. Un tournant: La Guerre de Bosnie 31**
- B. L'échec de l'Europe et l'intervention américaine 41**
- C. La place de la PESD dans les relations transatlantiques 47**

**II- DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE  
ET DE DEFENSE (PESD): LE DILEMME TRANSATLANTIQUE 60**

**CHAPITRE I : LES POINTS DE RUPTURE DE LA RELATION  
TRANSATLANTIQUE 60**

- A. Dimension Politique 62**
- B. Dimension Militaire 64**
- C. Dimension Economique 69**

**CHAPITRE II : DEBAT SUR L'ALLIANCE ATLANTIQUE 71**

- A. Impact de la guerre en Irak sur le partenariat transatlantique 71**
- B. La réponse de l'Union européenne aux attentats de 11 Septembre  
et à la guerre d'Irak 75**
- C. Deux écoles de pensée sur l'avenir des relations transatlantiques:  
L'école de l'Aliénation et l'école du Statu quo 79**
- D. L'avenir de l'Alliance atlantique: la Complémentarité 83**

**CONCLUSION 89**

**BIBLIOGRAPHIE 94**

## **ABBREVIATIONS**

**ARYM** Ancienne République Yougoslave de Macédoine

**CECA** Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

**CED** Communauté Européenne de Défense

**CEE** Communauté Economique Européenne

**CEEA** Communauté Européenne de l'Energie Atomique

**COPS** Comité Politique et de Sécurité

**COPSi** Comité Politique et de Sécurité intérimaire

**FORPRONU** Force de Protection des Nations Unies

**IESD** Identité Européenne de Sécurité et de Défense

**ONU** Organisation des Nations Unies

**OTAN** Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord

**OECE** L'Organisation Européenne de Coopération Economique

**PESC** Politique Etrangère et de Sécurité Commune

**PESD** Politique Européenne de Sécurité et de Défense

**PIB** Produit Intérieur Brut

**RDA** La République démocratique allemande

**RFA** République fédérale d'Allemagne

**UE** Union Européenne

**UEM** Union Economique et Monétaire

**UEO** Union de l'Europe Occidentale

## **INTRODUCTION**

*“Le monde contemporain est complexe. Il ne se laisse plus réduire à un jeu d'alliances, comme cela pouvait être le cas au vingtième siècle ou durant la Guerre Froide. La réalité du monde, c'est la conjonction de menaces nouvelles: terrorisme, prolifération des armes de destruction massive. C'est le caractère éminemment volatil des crises régionales. C'est l'importance des idéologies extrémistes et du fondamentalisme, qui relaient leur message d'un bout à l'autre de la planète. C'est enfin le risque que la criminalité organisée ne devienne un instrument supplémentaire du financement et de la réalisation de ces menaces. Traiter cette situation par la force ne résoudra pas les problèmes de fond et risque de créer de nouvelles fractures.... Nous devons retrouver la voie de l'unité européenne et la réaffirmation de la solidarité transatlantique. Nous devons reconstruire un ordre mondial ébranlé par la crise irakienne....Tous ces objectifs ne pourront être atteints qu'avec l'impulsion des Nations unies. Mais ils peuvent être mis en œuvre dans le cadre de grands pôles régionaux. Pour être stable, le monde nouveau doit en effet s'appuyer sur différents pôles, organisés pour faire face aux menaces actuelles. Ces pôles ne devront pas être rivaux, mais complémentaires. Ils sont les piliers sur lesquels nous devons construire une communauté internationale solidaire et unie face aux nouveaux défis. La volonté des Etats européens de construire une politique étrangère et de sécurité commune doit répondre à cette attente. Elle traduit la volonté de faire émerger une véritable identité européenne, à laquelle aspirent tous les peuples de notre continent.”*

**Dominique de Villepin**

On dit souvent que les États-Unis ont besoin des alliés dans le monde. Ce n'est pas un propos vide. C'est une nécessité réelle. Les Américains ne peuvent pas être partout dans le monde en même temps. De plus, on indique souvent que les États-Unis sont une puissance qui préfère maintenir le *statu quo*. Donc il est dans son intérêt de préserver l'ordre global et l'état actuel des relations internationales. Puis qu'ils ne peuvent pas le préserver eux-mêmes, ils ont besoin d'alliés forts et fiables.

Depuis plus de 50 années, le plus important partenaire des Etats-Unis, a été l'Europe qui pendant la Guerre Froide, partageait la même perception de menace, c'est-à-dire, l'Union Soviétique. Cette menace partagée a donné lieu à la construction des liens transatlantiques, économiques et politiques. Donc, depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, la défense de l'Europe s'inscrivait dans un cadre transatlantique et occidental. A partir de la fin de la guerre, la création de l'Union européenne et le parapluie de sécurité de l'OTAN, soutenu par les Etats-Unis, ont été les facteurs essentiels de la paix et de la stabilité en Europe. Ainsi, l'Europe qui avait confié sa sécurité aux Etats-Unis, était libre de se concentrer sur l'intégration économique.

La fin du 20ème siècle été marquée en Europe Occidentale par des bouleversements géopolitiques majeurs. En novembre 1989, la chute du Mur de Berlin, a mis un terme à la Guerre Froide et à ses divisions héritées de la Seconde Guerre Mondiale. Le monde et aussi l'Europe n'étaient plus divisés entre l'Est et l'Ouest et la seule menace commune avait disparu. Donc, les années 1990 impliquaient le début d'une nouvelle ère pour les relations internationales. Dans cette nouvelle période, les principaux acteurs internationaux ont dû s'adapter à cette nouvelle donne. L'UE, elle aussi, fut conduite à redéfinir son rôle sur la scène mondiale. La politique européenne de sécurité et de défense (PESD), composante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), est l'une des plus importantes action de l'UE dans la post-Guerre Froide qui représentait la première réponse des Européens face aux nouveaux défis.

Le traité de Maastricht en 1992 instituait la PESC et envisageait à terme la création d'une Europe de la défense. Malgré la création de l'Union européenne par ce traité, la politique commune restait le parent pauvre du processus d'intégration. La guerre des Balkans était un exemple clair qui a clairement, montré la faiblesse des Européens

dans ce domaine. Pendant cette guerre, on a constaté l'incapacité d'action européenne dans leur arrière-cour et réalisé que les Européens n'étaient pas encore prêts à agir comme un acteur global. A la suite de la tragédie des Balkans, ils ont pris conscience de la nécessité de parler d'une seule voix, et en décembre 1998, dans le sommet franco-britannique de Saint-Malo, ils ont lancé la PESD. En lançant la PESD, l'objectif central des pays de l'Union était de renforcer la capacité de l'UE à agir sur le plan externe à travers le développement de ses capacités civiles et militaires en matière de prévention des conflits internationaux et de gestion des crises.

La fin de la Guerre Froide a engendré une autre transformation importante qu'était la naissance du terrorisme global. L'expansion du processus de globalisation au-delà des frontières américaines a démontré que ce processus, dont on pensait qu'il apporterait la paix mondiale et la prospérité économique, aggravait également les problèmes de la faim, de la pauvreté, du chômage et du partage des ressources. Dans cette période, certains ressortissants des pays pauvres où le système démocratique ne fonctionnait pas et où régnaient les régimes autoritaires, ont choisi de réagir par des actes terroristes. Les attaques terroristes visant les Etats-Unis considérés comme les responsables de l'injustice globale, se sont multipliées à partir de 1990 et ont atteint leur apogée dans les attentats du 11 Septembre 2001.

Le discours de Dominique Villepin, Ministre français des Affaires Etrangères, a bien montré, combien l'alliance transatlantique avait été secouée par la confrontation après les attentats du 11 Septembre. Sans aucun doute, l'alliance transatlantique, née au cours de la Guerre Froide, a été le plus stable et prospère partenariat de l'histoire politique. Ainsi que les valeurs politiques, économiques et culturelles, la présence d'un ennemi commun a renforcé cette coopération institutionnelle. La fin de la Guerre froide a tout changé. L'alliance victorieuse peut-elle alors survivre à son succès dans ces nouvelles période?

La fin de la Guerre Froide a en quelque sorte entraîné un découplage stratégique de l'Europe et des États-Unis. Leur points de vue ont également divergé sur comment manipuler le nouveau système international. En effet, les désaccords entre les Etats-Unis et l'Europe ne sont pas nouveaux : ils étaient déjà apparus au sujet de la

Corée, de Suez ou encore du Vietnam pendant la Guerre Froide. Mais les désaccords actuels s'inscrivaient dans un contexte géopolitique très différent celui de la Guerre Froide. A l'époque-là, les Européens et les Américains reconnaissaient la nécessité de minimiser et de surmonter leurs différences afin de conserver leur capacité à décourager les ambitions de l'Union soviétique. Mais après l'élimination de la menace commune, la différence de vue entre eux est devenue si profond qu'on a commencé à prononcer une rupture transatlantique. De plus, la volonté de la majorité des États membres de l'Union d'acquiescer une certaine autonomie par la création de la PESD, face aux États-Unis a créé l'anxiété parmi les Américains car cela modifierait considérablement l'équilibre et la dynamique de l'alliance. Toutefois, les Européens affirment que leur objectif est de garantir une évolution positive en prenant, en matière de défense, davantage de responsabilités et en déchargeant les États-Unis d'une partie de leur fardeau actuel. Les Américains craignent cependant que cette initiative ne finisse par ébranler politiquement l'OTAN tout en ne dotant pas l'Europe de nouveaux moyens militaires nécessaires. Ici, il faut trouver la réponse à deux questions essentielles. Premièrement, le lien transatlantique, qui a été l'un des moteurs de la construction européenne pendant la Guerre Froide, représente-t-il une limite pour l'affirmation de la PESC et de la PESD? Deuxièmement, une PESD autonome et efficace, partant d'un pilier européen et renforcé dans l'OTAN, peut-il engendrer une relation plus équilibrée au sein de l'Alliance atlantique ?

L'objectif de cette thèse est de chercher la réponse à ces questions, et voir si l'UE pourrait devenir un véritable acteur global autonome des États-Unis avec le bon fonctionnement de la PESD. Dans la première partie, nous analyserons l'évolution des relations transatlantiques et la place du lien transatlantique à l'intérieur de ce contexte. Nous essaierons d'étudier les raisons de la présence militaire américaine en Europe après la Seconde Guerre Mondiale et la transformation des intérêts américains et les changements géopolitiques en Europe après la fin de la Guerre Froide. Dans le deuxième chapitre de cette partie, nous verrons jusqu'à quel point la guerre de Bosnie a influencé le nouveau concept de doter la puissance européenne civile d'une dimension militaire. Après avoir étudié les défaillances de l'Europe pendant la guerre de Bosnie, nous analyserons les conséquences de cette-ci et la montée de la puissance américaine sur la scène internationale. Parallèlement à cela, nous analyserons



l'évolution de la PESC et la naissance de la PESD à partir de la deuxième moitié des années 50.

Dans la deuxième partie du travail, nous étudierons les points de ruptures du lien transatlantique dans le domaine politique, militaire et économique. Nous essaierons d'évaluer l'impact de la guerre d'Irak sur le partenariat transatlantique en analysant l'attitude des pays européens face au problème irakien du début de l'année 2003. Ensuite, nous aborderons les relations transatlantique autour de deux écoles de pensée principales, l'école de « l'Aliénation » selon laquelle la rupture transatlantique est un point de non-retour et l'école du « Statu quo », selon laquelle il s'agit juste d'une commotion passagère. Nous concluons avec une synthèse en soulignant le caractère complémentaire des relations transatlantiques.

## **I- PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES APRES LA GUERRE FROIDE**

Aujourd'hui, il est certain qu'une seule puissance, les Etats-Unis dominent notre système international. Depuis la fin de la Guerre Froide, les États-Unis se retrouvent dans une situation historique sans précédent. Ils disposent de l'ensemble des attributs de la puissance économique, militaire, politique et culturelle. Or, comme le remarque Henry Kissinger, les Américains vivent dans un monde auquel leur expérience historique ne les a guère préparés. La puissance militaire américaine représente la totalité de celles des autres grands pays et les Etats-Unis sont la puissance économique la plus forte qui n'ait jamais existé. Selon différentes études, ces circonstances de l'après Guerre Froide ont conduit à l'unipolarité, d'un monde centré sur les Etats-Unis. Si tel est le cas, qu'est-ce qu'un monde unipolaire ? Le système international actuel est-il vraiment unipolaire ? Pour trouver la réponse à ces questions, il est important de clarifier la distinction entre trois modèles de systèmes internationaux: l'unipolarité, la bipolarité et la multipolarité.

Dans son article « The Lonely Superpower », Samuel P. Huntington analyse ces trois modèles. Premièrement, dans un système unipolaire, il y a une superpuissance, aucune autre puissance significative et beaucoup de puissances mineures. En conséquence, seule la superpuissance pourrait résoudre les problèmes internationaux majeurs, et aucune alliance entre les autres Etats dits mineurs ne pourrait l'empêcher de le faire. Selon l'auteur, le monde classique sous la dominance de Rome et parfois l'Asie de l'Est sous celle de la Chine se sont rapprochés de ce modèle. Deuxièmement, dans un système multipolaire, il y a plusieurs grandes puissances de force comparable qui coopèrent ou s'entraident. Une coalition de grands Etats est nécessaire pour résoudre les problèmes internationaux les plus importants. La politique européenne s'est pendant plusieurs siècles rapprochée de ce modèle. Enfin, dans un système bipolaire, comme celui que nous avons eu pendant la Guerre Froide, il y a deux superpuissances

et toute la politique internationale dépendait de leurs relations. Chaque superpuissance dominait une coalition d'Etats alliés et collaborait avec l'autre superpuissance afin de parvenir à influencer les pays non-alignés. Pendant la Guerre Froide, la distinction entre le système bipolaire et multipolaire s'est généralisée au cours de débats publics et intellectuels. Souvent cette distinction a servi comme un raccourci pour décrire le comportement des Etats dans l'alliance atlantique pendant la période de Guerre Froide. Décrit de cette manière, on peut dire que le terme bipolaire se réfère à la distribution de la puissance parmi les Etats alliés à chaque superpuissance après la seconde guerre mondiale.

Pour certains, la fin du monde bipolaire, marquait l'avènement de la multipolarité. Cependant cette description est très discutable dans la mesure où les Etats Unis disposent d'une puissance tellement supérieure à celle de tous les autres Etats. En revanche, parler de l'unipolarité n'est pas non plus décrire la situation de façon très satisfaisante, car on exagère alors les moyens qu'ont les Etats-Unis. Par conséquent, la politique internationale contemporaine non seulement ne correspond pas à la définition de l'unipolarité mais par ailleurs ne correspond à aucun des deux autres modèles que nous avons expliqués. En fait, la politique internationale contemporaine est au contraire un étrange mélange. C'est un système « uni-multipolaire » avec une superpuissance et plusieurs grandes puissances. Par exemple, le système international du 19<sup>ème</sup> siècle comportait six à huit pôles répartis sur approximativement 30 Etats. Pendant la Guerre Froide, il y avait deux pôles, toutefois répartis sur plus de 70 Etats. Aujourd'hui il y a un pôle dans un système où gravitent trois fois plus d'Etats, soit presque 200. Donc, le fonctionnement du système unimultipolaire est beaucoup plus compliqué que les autres systèmes puisqu'il épouse à la fois les caractéristiques du système unipolaire et celles du système multipolaire. Dans ce dernier, chaque Etat préfère un système unipolaire dont il serait la seule puissance dominante mais où en même temps, les autres Etats prétendant à ce statut essaieraient de l'en empêcher. Toutefois, dans le système unipolaire, avec l'avantage de l'absence d'une puissance assez forte à l'en empêcher, la superpuissance est capable de maintenir sa domination sur les Etats mineurs pendant longtemps jusqu'à ce qu'il soit affaibli par une force intérieure ou extérieure au système.

Dans chacun des trois systèmes, les acteurs les plus puissants ont le contrôle de la structure et donc intérêt à le maintenir en place mais dans l'uni multipolaire il y a plusieurs pays qui le voudraient. A savoir que, aujourd'hui la résolution des principaux conflits internationaux exige l'intervention de l'unique superpuissance, les Etats-Unis, qui sont capable, grâce aux leur prédominance dans le domaine économique, militaire, diplomatique et technologique, de se déployer et défendre leurs intérêts dans différentes régions du monde. Au contraire, les puissances régionales importantes qui sont prééminentes dans certaines régions du monde comme le condominium allemand-français en Europe, la Russie en Eurasie, la Chine et le Japon en Asie de l'Est, ne sont pas capables d'étendre leurs intérêts et capacités aussi bien que les États-Unis. Ainsi, avec l'avantage d'être la puissance globale unique, les Etats-Unis, libres d'intervenir dans un conflit peu importe où, quand et comment, sont souvent en désaccord avec les puissances régionales qui essaient de développer leur propre sphère d'influence.

La répartition de la puissance ressemble aujourd'hui à un jeu d'échecs en trois dimensions. En haut, l'échiquier militaire est unipolaire, car les Etats-Unis y ont une très large avance sur tous les autres pays. Au milieu, l'échiquier économique est multipolaire, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon fournissant les deux tiers du produit mondial. En bas, cependant, l'échiquier des relations internationales, qui traversent les frontières et s'étendant hors de portée du contrôle des gouvernements, représente une structure de puissance plus dispersée. Donc, cette complexité rend l'élaboration des politiques plus difficile parce qu'elle oblige à jouer sur plusieurs échiquiers en même temps. En outre, s'il ne faut pas ignorer l'importance que conserve la force militaire dans la poursuite de certains objectifs, il ne faut pas non plus que l'unipolarité militaire fasse croire que la puissance des Etats-Unis est plus grande que ce qu'elle est dans les autres dimensions. Donc, les Etats-Unis sont une puissance prépondérante, mais non dominante. Dans ce contexte, les États-Unis disposent de l'ensemble des attributs de la puissance, mais leur domination est particulièrement prononcée dans les domaines économique et militaire. Sur le plan économique, cette domination est plus complexe et contestée. Le marché américain est certes le plus puissant et le plus dynamique de la planète, à tel point que sa santé conditionne celle des économies de la plupart des autres pays. Néanmoins, la vitalité économique des États-Unis dépend

aussi largement d'autres marchés puisque des entreprises américaines sont implantées dans de nombreux pays étrangers, parmi lesquels l'Union Européenne est l'une des plus importantes.

Dans ce contexte nous pouvons admettre que l'Union Européenne soit la principale puissance régionale, et un des acteurs internationaux les plus importants de notre temps. Le passage de l'ordre international bipolaire à l'ordre international multipolaire comporte un changement non négligeable dans la place des Etats européens sur la scène mondiale. Pendant la Guerre Froide, leur rôle se limite à soutenir l'une des deux superpuissances. Par contre, un ordre multipolaire se caractérise par la coopération active parmi les acteurs internationaux dans les domaines économique et politique, pour le bien-être général. Il apparaît bientôt évident que pour jouer un véritable rôle sur la scène mondiale, l'UE devrait développer une capacité autonome et indépendante d'action, tant sur le plan économique, que sur le plan politique, en devenant progressivement un acteur global. Donc, comment est-ce que la volonté européenne d'équilibrer la puissance américaine en adoptant une politique étrangère commune, affectera les relations transatlantiques? La période de la Guerre Froide où les liens transatlantiques ont été mis sur pied, est cruciale pour répondre à cette question afin d'envisager l'avenir des relations transatlantiques.

## **CHAPITRE I : L'EVOLUTION DES RELATIONS TRANSATLANTIQUE**

### **A- Les intérêts américains et la sécurité européenne durant la Guerre Froide**

En avril 1945, alors que les armées alliées ont coupé l'Allemagne Nazie en deux, les dirigeants de leurs pays respectifs, Franklin D. Roosevelt, Winston Churchill et Joseph Staline, avaient déjà décidé de la division de l'Allemagne en zones d'occupation, la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'engagement de l'URSS dans la guerre contre le Japon, à Téhéran en novembre 1943 et à Yalta en février 1945. La Grande-Bretagne, puis l'URSS et les Etats-Unis avaient rassemblé les plus redoutables armées de toute l'histoire des guerres. La grande alliance qu'elles ont formée n'avait pas fléchi mais l'assise idéologique et politique de cette coalition était demeurée fragile. A savoir que, la guerre avait été gagnée par une coalition dont les principaux membres étaient déjà en conflit idéologique et géopolitique. Malgré la victoire des Alliés au printemps 1945, le succès réel dépendait, malgré tout, des objectifs compatibles de deux de ses grands membres. C'est-à-dire, les Etats-Unis et l'Union Soviétique étaient tous deux nés d'une révolution, toutes les deux embrassaient des idéologies avec des aspirations globales en tant qu'Etats continentaux. D'ailleurs tous les deux étaient entrés en guerre en raison d'attaques surprises : l'invasion allemande de l'Union Soviétique qui a commencé en juin 1941, et l'agression japonaise contre Pearl Harbour en décembre 1941 qu'Hitler avait utilisé comme excuse pour déclarer la guerre aux Etats-Unis quatre jours plus tard. En dehors des similarités, les différences étaient beaucoup plus grandes. L'une de plus grande différence était, tandis que la révolution américaine reflétait une méfiance profonde de l'autorité centrale et insistait sur la liberté et la justice, la révolution bolchévique était en faveur l'autorité centrale afin de renverser ses ennemis. Autrement dit, ces deux se distinguaient radicalement par leur idéologie, leur régime politique et leurs principes économiques.

Géographiquement éloigné des zones de combats, les Etats-Unis n'ont éprouvé aucune attaque significative, pendant la Guerre Froide, sauf la première à Pearl Harbour. Les Etats-Unis pouvaient choisir où, quand et dans quelles circonstances ils combattraient donc ils ont émergé de la guerre avec une économie forte et prospère. L'Union Soviétique n'avait aucun avantage de la sorte. Avec ses villes ravagées, ses industries ruinées, sa seule option, mise part la défaite, était de résister désespérément sur le terrain et dans les circonstances choisies par son ennemi. Malgré leur victoire, les Etats-Unis avaient aussi eu de très lourdes pertes pendant la guerre.

Vers la fin de l'année 1944, il y avait plus de 1.6 million de troupes américaines en Allemagne et quand la guerre fut finie le 8 mai 1945, seulement 170.000 troupes étaient restées. Donc il y avait peu d'appétit américain pour prendre un rôle politique permanent sur le continent européen. Les Etats-Unis n'avaient fait par ailleurs, aucune proposition pour changer leur tradition de longue date de rester à distance des affaires européennes, Roosevelt avait même assuré Staline que les troupes américaines retourneraient chez elle deux ans après la fin de la guerre. Mais les objectifs d'après-guerre de Staline et la montée de la menace communiste modifièrent l'attitude américaine. Selon Staline, non seulement son pays regagnerait les territoires qu'il avait perdus pendant la guerre, mais aussi il garderait également les portions du territoire de la Finlande, de la Pologne, la Roumanie et tous les états baltiques. Mais Staline se trompait parce qu'il n'avait pas tenu compte des objectifs d'après-guerre des Etats-Unis. Car, la menace soviétique envers l'Europe, allait amener les Etats-Unis à bouleverser leur tradition isolationniste et à intervenir dans la politique européenne.

La tradition isolationniste américaine était basée sur deux doctrines fondamentales: Garder ses distances avec les conflits du vieux continent et ne pas faire concession sur l'idéal de la liberté. Ces doctrines ont été basées sur une théorie fondamentale: la participation à la guerre affaiblirait les Etats-Unis et mettrait sa liberté en danger. Dès le premier jour de la république, les pères fondateurs américains ont montré qu'ils avaient compris et respecté les principes de l'équilibre européen. Parce que les intérêts américains exigeaient de moduler leur appui aux puissances européennes tout en ne se liant à aucun Etat en particulier. Selon les Américains, leur nation a été motivée par des principes plus forts que ceux du vieux continent reflétant les aspirations fondamentalement égoïstes des monarques. En revanche, la république américaine s'est forgée sur les principes de l'idéalisme. Ils étaient destinés à servir de modèle aux peuples moins chanceux, obligés de vivre selon les règles moins bienveillantes. Ces valeurs américaines étaient applicables universellement mais l'isolationnisme était un obstacle à l'expansion de ces valeurs vers le reste du monde. L'administration Roosevelt s'en rendait bien compte, c'est pourquoi ses politiques ont beaucoup différé de la tradition isolationniste. Contrairement à ses prédécesseurs, Roosevelt envisageait les Etats-Unis comme une grande puissance, potentiellement la plus grande, aussi il a travaillé à amener les Etats-Unis à un rôle plus actif dans le système

international. Il a également rejeté l'efficacité supposée du droit international selon laquelle les nations ne pouvant se protéger elles-mêmes, ne seraient pas non plus sauvegardées par les autres. Bien avant l'attaque de Pearl Harbour qui a donné lieu à l'entrée des Etats-Unis en guerre, Roosevelt et son entourage étaient convaincus que les Etats-Unis devaient apporter leur appui aux démocraties en guerre contre l'Allemagne nazie pour éviter que l'Europe ne tombe sous la domination de cette puissance tyrannique. Ils savent que la politique isolationniste était une illusion redoutable dans un monde marqué par la croissance de rapports d'interdépendance socio-économique et des réseaux de communication. Roosevelt avait trois grandes priorités en temps de guerre. La première était de soutenir ses alliés, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique et la Chine parce qu'il n'y avait aucune autre manière d'arriver à la victoire, les Etats-Unis ne pourraient pas combattre seuls contre l'Allemagne et le Japon. La seconde était de protéger son alliance en rédigeant des accords d'après-guerre parce que sans eux il y aurait peu de perspectives pour une paix durable. La troisième, selon lui, était une nouvelle organisation de sécurité commune avec la puissance de dissuasion et au besoin punir l'agression, pour empêcher une nouvelle dépression mondiale. Par conséquent en 1941, Roosevelt a proposé la loi du prêt bail qui l'a autorisé à vendre, à prêter, ou à céder du matériel de guerre à tous pays dont la défense était jugée vitale pour la sécurité des Etats-Unis comme le Royaume-Uni, l'URSS, la Chine, les Pays-Bas, la Belgique et la France. De 1941 à 1945, ces aides américaines se sont élevées à 44 milliards de dollars et ont permis la livraison d'armes, de matières premières, de denrées alimentaires, de carburants. On peut donc dire que Roosevelt a impliqué son pays activement dans les opérations de maintien de l'équilibre mondial.

Au cours de l'été 1941, les Etats-Unis ont compris qu'ils devaient entrer en guerre contre l'Allemagne, mais, pour éviter l'échec de son illustre prédécesseur, le président Woodrow Wilson, Roosevelt a voulu dissuader ses alliés d'accepter des compromis politiques de circonstance et des accords secrets hypothéquant l'avenir de la paix. La Déclaration de l'Atlantique qui fut conclue le 12 août 1941, entre Churchill et Roosevelt, résume bien son projet de société internationale. Avec cette déclaration, ils ont fait connaître certains principes communs de la politique nationale de leurs pays respectifs, principes sur lesquels ils fondent leurs espoirs d'un avenir meilleur pour le



monde. Donc à la fin de la seconde guerre mondiale, l'administration américaine trouvait un environnement approprié pour établir le Pax americana qui n'avait pas été accompli à la suite de la première guerre mondiale avec les principes de Wilson. En conséquence, en décembre 1941, au lendemain de l'attaque de Pearl Harbour, les Etats-Unis sont rentrées en guerre contre l'Allemagne.

Quatre années plus tard, le 2 septembre 1945, le Japon capitulait, la guerre s'achevait et le monde était bouleversé bien plus qu'il ne l'ait été en 1918 avec la fin de la première guerre mondiale. L'Europe était à reconstruire, un monde entier était à rebâtir. Le monde était rentré dans une période complètement nouvelle, la Guerre Froide, qui peut être décrite comme une période de conflit entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique sur la structure du monde de l'après-guerre. Cette nouvelle période était née de l'affaiblissement dramatique de l'Europe et d'affrontements stratégiques et politiques entre deux grandes puissances. Pourtant, les points principaux de discussions entre les deux nations concernaient l'avenir de l'Allemagne et du Japon. Surtout la détermination de l'avenir de l'Allemagne était le problème le plus dur parce que les troupes soviétiques contrôlaient une partie de l'Allemagne à la fin de la guerre alors qu'il n'y avait aucune troupe soviétique au Japon. Donc dans cette période, l'organisation géopolitique du monde est totalement bouleversée, les relations diplomatiques et économiques passèrent par une phase difficile et une nouvelle période de tensions internationales, la Guerre Froide, commençait.

A la fin de la guerre, le tableau d'ensemble de l'Europe était très influencé par la situation économique et les pays de l'Europe de l'Ouest se trouvaient très affaiblis. La France et l'Italie n'occupaient plus leurs anciennes places prioritaires dans la scène internationale. L'Angleterre avait perdu une grande partie de sa puissance. L'URSS qui avait enduré le fardeau de la guerre contrôlait maintenant l'Europe de l'Est et une grande partie de l'Europe Centrale et plus encore grave, elle entendait poursuivre son expansion vers les pays du Sud. Staline avait pris trois initiatives: premièrement, il retardait le retrait des troupes soviétiques de l'Iran du nord, où il avait été présent depuis 1942 suite à l'accord Anglo-soviétique qui avait pour objectif d'empêcher le contrôle par l'Allemagne du pétrole iranien. Deuxièmement, il exigeait des concessions territoriales de la Turquie à l'Est et dans les détroits turcs. Enfin il demandait un rôle

dans l'administration d'anciennes colonies italiennes en Afrique du Nord afin de contrôler plus de bases navales dans la Méditerranée orientale.

C'est dans ces circonstances qu'un autre développement important est survenu. Le 21 février, l'ambassadeur britannique à Washington annonça au Secrétaire d'Etat américain que la Grande-Bretagne ne serait plus en mesure, après le 31 mars 1947, d'assumer ses responsabilités économiques et militaires pour garantir l'indépendance et la sécurité de la Grèce. En outre, la Grande-Bretagne allait suspendre l'aide qu'elle accordait à la Turquie, elle aussi menacée par l'URSS. Ces deux pays étaient les Etats tampons méditerranéens qui empêchaient l'expansion du communisme jusqu'au Moyen-Orient donc les deux devaient être renforcés contre le danger soviétique. Par ailleurs, le déclin de l'Angleterre en Europe aussi bien que dans le monde, avait créé un vide de puissance en Europe, en la laissant sans défense face au danger soviétique. La nouvelle du retrait britannique constitue donc une heure de vérité: les Etats-Unis doivent prendre le relais de la Grande-Bretagne en Grèce, au Moyen-Orient, dans l'ensemble de la Méditerranée.

Au lendemain de la paix de l'année 1945, les lignes de force du nouveau système bipolaire étaient apparues très vite, comme en témoigne le rapport de George Kennan, en poste à l'ambassade américaine à Moscou. Il envoya un message de 8000 mots, connu depuis comme le « long télégramme », pour avertir Washington contre les tendances expansionnistes du régime de Staline et conseillait un durcissement de la politique américaine à son égard. En juillet 1947, dans un article publié par la revue *Foreign Affairs* Kennan a recommandé une politique d'endiguement vis-à-vis de l'URSS. Dans son article, il a mis en évidence le danger que représentait le régime de l'Union soviétique contre la paix mondiale et aussi a défini le rôle que devaient jouer les Etats-Unis.

Après une longue période marquée par l'incapacité du gouvernement américain à adopter une ligne de politique claire en ce qui concernait les affaires étrangères et face à la menace que constituait l'expansion de l'Union soviétique, ce fut l'administration Truman qui adopta une politique plus précise. Le Président Truman a cru que les ambitions de Staline étaient illimitées, que toute l'Europe centrale, que l'Europe

occidentale, que le reste du monde étaient menacés, que rien ni personne ne l'arrêterait si une politique d'endiguement ferme n'était définie. Par la politique d'endiguement, Truman visait à exercer sur les Russes une force contraire constante partout où ils menaçaient d'enfreindre les intérêts d'un monde stable et en paix.

"Je crois que la politique des Etats-Unis doit être de soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions étrangères. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains. Je crois que notre aide doit constituer essentiellement en un soutien économique et financier." Ce message lu par Truman devant le Congrès Américain, le 12 Mars 1947 est connu sous le nom de la Doctrine Truman, prévoyant l'envoi de personnel civil et militaire, agrémenté d'une aide de 400 millions de dollars à la Turquie et à la Grèce. Pendant ce temps, la situation de l'Europe occidentale continue de se détériorer et les tensions entre les deux superpuissances s'intensifient. La dégradation des conditions économiques et sociales en France et en Italie, la progression dans ces pays de l'influence communiste sont l'objet d'une vive préoccupation à Washington. Pendant ce temps, le gouvernement français continue d'attirer l'attention du gouvernement des Etats-Unis sur les difficultés qu'il rencontre dans l'approvisionnement en céréales et demande un accroissement des livraisons américaines. La situation en Italie est devenue si grave que la détérioration des conditions économique, la faim et le chômage fait le lit du communisme, les Etats-Unis décident d'apporter leur soutien économique et politique aux forces démocratiques italiennes.

« La vérité c'est que les besoins de l'Europe pour les trois ou quatre prochaines années en nourriture, autres produits essentiels en provenance de l'étranger notamment des États-Unis, sont tellement supérieurs à sa capacité actuelle de financement qu'elle doit recevoir une assistance supplémentaire substantielle ou faire face à une détérioration économique socio politique d'une extrême gravité.» Dans ce discours, Marshall a parfaitement résumé le but du plan auquel il a donné son nom: sauver un ordre international conforme aux intérêts des Etats-Unis. Le 3 avril 1948, le Président Harry Truman signait la loi qui lançait le Programme de Reconstruction Européenne, c'est-à-dire le plan Marshall, adopté par la Conférence de Paris. D'après

le programme, les pays participants devaient signer un accord commun qui instituait l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), première réalisation de cette coopération que les Américains voyaient comme une clé de la reconstruction. Par ailleurs, chaque pays bénéficiaire devait conclure avec les Etats-Unis un accord bilatéral par lequel il s'engageait à utiliser au mieux les ressources à sa disposition, à stabiliser sa monnaie, à coopérer avec les autres participants pour libérer les échanges commerciaux, à ouvrir aux Américains l'accès aux ressources naturelles dont ils auraient besoin. De 1948 à 1951, les Etats-Unis ont contribué au rétablissement de l'Europe avec 13.2 milliards de dollar au total. Ils ont donné \$3.2 milliards au Royaume-Uni, \$2.7 milliards à la France, \$1.5 milliards à l'Italie et \$1.4 milliards aux zones occidentales occupées de l'Allemagne qui deviendrait la Bundesrepublik (la République fédérale d'Allemagne) de l'après-guerre. On peut dire que le Plan Marshall, ou le Plan de la Reconstruction Européenne, constituait la dimension économique de la doctrine Truman. Le plan Marshall engagea les Etats-Unis à rien de moins que la reconstruction de l'Europe. Leur objectif en fournissant de l'argent pour la reconstruction de l'Europe était de créer une troisième puissance assez forte pour subvenir à ses propres besoins dans la lutte contre le communisme. Ils souhaitaient voir la réémergence d'une Europe confiante et indépendante, et non pas une mise sous tutelle américaine de la région. A court terme le programme était de faire sortir les pays d'Europe de leur carence énergétique et à plus à long terme, de réorganiser les structures socio-économiques bouleversées par la Seconde Guerre Mondiale. Ainsi, les puissances soviétiques et aussi allemandes allaient être limitées et par une reconstruction rationnelle et compétente de l'Europe, les Etats-Unis allaient gagner un partenaire fiable et auto-suffisant. Par conséquent au fur et à mesure que l'Europe deviendrait plus forte, la responsabilité et le fardeau américain dans la reconstruction de l'Europe allait diminuer. Mais les Etats-Unis avaient vite compris que les aides économiques ne suffiraient pas à elles seules à atteindre leur objectif de renforcer l'Europe. Peu de temps après la mise en œuvre du Plan Marshall, il devint clair qu'une nouvelle structure militaire était une nécessité primordiale pour que l'Europe puisse récupérer sa force et pour la protection du vieux continent contre la menace soviétique.

## **B- L'importance de la présence militaire américaine en Europe**

Le Plan Marshall ne prétendait pas faire la distinction entre les pays du continent sous contrôle soviétique et ceux qui n'y étaient pas mais l'application du plan la faisait clairement. Staline répondit au plan Marshall, juste comme ce dernier l'avait prédit, il accentua la pression partout où il le put. En Septembre 1947, il annonça la formation de Kominform afin de renforcer le mouvement communiste international.

En février 1948, le rideau de fer est tombé sur un pays tranquille, le seul Etat d'Europe Centrale à posséder une authentique tradition démocratique, suscitant une grande émotion dans le monde entier. Les communistes prennent de force le pouvoir en Tchécoslovaquie. Pour les Européens, de l'Est et de l'Ouest, le coup d'État de Prague a ouvert une ère de servitude dans toute la partie orientale du continent. Suite à ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, les pays occidentaux commençaient à se sentir mal à l'aise devant les menaces soviétiques. Suivant ces tensions grandissantes, en Mars 1948, cinq pays européens, la France, le Royaume-Uni et le Benelux, présentaient un projet d'alliance de défense mutuelle en cas d'agression. Avec la signature du Pacte de Bruxelles, les Cinq prévoyaient d'organiser la coopération dans les domaines militaire, économique, social et culturel. De plus, en le signant, les pays européens ont signalé aux Etats-Unis leur volonté de s'organiser contre des menaces internes et externes. Ceci montrait leur désir d'adhérer à une Alliance atlantique où les Etats-Unis les aideraient à se protéger.

Dans le cadre du Pacte de Bruxelles, les pays signataires ont aussi fondé une organisation militaire pour dresser une défense collective contre une éventuelle menace allemande ou russe; l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). Toutefois, ils avaient conscience que cette organisation militaire, sans soutien américain, ne pouvait prétendre évincer à elle seule la menace soviétique. Aussi, l'un des objectifs essentiels des pays signataires était de convaincre les Etats-Unis de prendre part au processus d'alliance entre les pays européens menacé par l'URSS. Cette approche était justement ce dont avaient besoin les Etats-Unis. Les accords bilatéraux tel que celui de Bruxelles avaient donné aux Etats-Unis, non seulement une occasion de légitimer leur politique de renforcement de l'Europe contre le danger soviétique, mais aussi de répondre au soutien que l'Europe attendait d'eux. Le Pacte de Bruxelles qui

symbolisait le premier pas de la reconstruction de la sécurité européenne, a marqué le début, à la fois du processus qui a mené au Traité de l'Atlantique du Nord en 1949 mais aussi à la création de l'Alliance Atlantique.

Un autre événement important du processus de bipolarisation vécu en 1948 était la tentative des Soviétiques de pousser les occidentaux hors de Berlin. La conférence de Potsdam avait divisé Berlin et toute l'Allemagne en quatre zones d'occupation. Mais la ville entière se trouvait dans la zone d'occupation soviétique. Le but des Etats-Unis était de revitaliser l'économie de l'Allemagne et d'isoler les Soviétiques en intégrant l'Allemagne dans l'Europe. Alors que les Soviétiques démantelaient l'industrie allemande, les Occidentaux renonçaient aux sanctions économiques et à une véritable dénazification. En juin 1948, c'est avec cette ambition que les Etats-Unis et l'Angleterre ont essayé d'augmenter leur influence dans la région en rassemblant leurs zones d'occupation. Staline leur a répondu avec le blocus de Berlin, il bloquait les lignes de chemin de fer, les canaux et les routes en direction de Berlin-Ouest. D'après les Soviétiques, les droits d'occupation des Occidentaux à Berlin ne leur donnaient aucunement le droit d'utiliser librement les voies de communication terrestres. Les Américains ont donc organisé un pont aérien pour sauver Berlin de l'asphyxie qui permit de déjouer le blocus avec une utilisation intense des appareils de transport aérien avec un atterrissage chaque minute pendant 324 jours (soit un total de 275.000 vols). Pendant cette période, près de 13 000 tonnes de fret furent transportées, allant du gros conteneur au paquet de friandises pour les petits Berlinoises. D'un point de vue politique, les Russes avaient abouti à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'ils avaient recherchés; le blocus renforça la cohésion d'un bloc antisoviétique, et les dirigeants occidentaux mirent encore plus hâte à créer un Etat ouest-allemand. La participation de la France au pont aérien fut l'indice certain d'un changement d'opinion : la Russie et non plus l'Allemagne, devenait l'ennemie potentielle. Après le blocus de Berlin, le gouvernement américain déploya en Angleterre une force de soixante bombardiers B29 au mois de juillet 1948, et dont les effectifs furent amenés à un total de quatre-vingt-dix en septembre de la même année. Le déploiement de ces avions était surtout un acte symbolique destiné à démontrer la résolution des Américains d'étendre leur protection à l'Europe. A partir de ce moment, et jusque dans les années 1950, les forces aériennes stratégiques américaines stationnées en Grande-Bretagne constituaient un élément-clé de la dissuasion européenne. Le blocus

de Berlin, puis la division de l'Allemagne en deux Etats hostiles, la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République démocratique allemande (RDA), marquaient la première crise majeure entre les blocs de la Guerre Froide. La tension a duré jusqu'en mai 1949 aggravant l'état de division de l'Europe et provoquant la course aux armements. L'épreuve de force se terminait en faveur des occidentaux, la première grande défaite de Staline dans la Guerre Froide.

Cette montée de tension conduisit à un renforcement des deux blocs. De côté du bloc de l'Ouest, les aides militaires américaines gagnèrent une dimension politique, et en 1949, les Etats-Unis créèrent le Pacte Atlantique (OTAN). Grâce à cette première organisation militaire issue de la Guerre Froide, la sécurité de l'Europe avait été prise sous la protection militaire de l'OTAN permettant ainsi aux pays d'Europe de se concentrer sur la reconstruction économique. A l'époque, le rôle de l'OTAN était parfaitement clair, comme l'exprimaient les paroles attribuées à son premier Secrétaire général Lord Ismay : elle consistait à maintenir les Américains en Europe occidentale, les Russes en dehors et les Allemands sous contrôle.

Le concours de trois éléments explique la naissance de l'OTAN et la forme qu'elle prit: l'avènement de la Guerre Froide comme trait dominant des relations internationales, les craintes françaises à l'égard de l'Allemagne et, finalement, la fin de l'orientation traditionnellement isolationniste de la politique étrangère américaine. De côté du bloc de l'Est, suite à ces développements dans le bloc de l'Ouest, les Soviétiques ont répliqué par la création du Pacte de Varsovie en 1955.

Les négociations menant au Traité de l'Atlantique Nord ont souligné les différences de point de vue entre les alliés transatlantiques. Les Européens souhaitaient obtenir un engagement ferme des Etats-Unis. Ils voulaient notamment inclure dans le traité l'obligation d'une réponse militaire à toute attaque soviétique contre l'un des signataires. Les Américains ne partageaient pas non plus les mêmes conceptions que les Européens quant aux mesures que chaque partie devrait prendre en cas d'agression. L'article 5 du traité reflète l'opposition américaine à des engagements trop précis qui pourrait limiter sa puissance de décision : « Lors d'une attaque armée contre l'une ou plusieurs [parties] survenant en Europe ou en Amérique du Nord [...] chacune d'elles [...] assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt

[...] telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique nord.»

Durant la Guerre Froide, l'imprécision de la position de l'Allemagne causait des déccords entre les anciens alliés. Particulièrement, après l'échec de la conférence de Moscou de mars-avril 1947, le degré de ce désaccord devenait évident. Pendant cette conférence, les puissances n'arrivaient pas à trouver un consensus sur l'avenir de l'Allemagne, ainsi elle a marqué la fin de la coopération entre les alliés de la guerre. Suivant, en décembre 1947, la conférence de Londres, la dernière chance à régler le problème allemand, réunissait les mêmes acteurs que celle de Moscou mais il ne put aboutir à un accord non plus. Le plus grand souci des Etats-Unis à l'égard de l'Allemagne venait de la probabilité d'une alliance entre les Allemands et l'URSS. Une Allemagne forte qui prendrait sa place dans l'intégration de l'Europe jouerait, avec son économie autant qu'avec sa géographie, un rôle clé en contrebalançant la puissance soviétique sur le continent européen. Ceci étant, les Etats-Unis devaient trouver une formule pour soumettre l'Allemagne aux obligations défensives euro-atlantique de l'OTAN. D'ailleurs, le Pacte Atlantique ne donnaient pas de clarification sur le statut de l'Allemagne devant ses voisins en Europe Occidentale, ne disait pas non plus si l'Allemagne aurait la permission à l'armement et si oui, dans quelles conditions il allait l'effectuer.

La plus grande réaction à l'armement de l'Allemagne était venue de la France qui s'opposait à tout prix à ce que l'Allemagne acquiert une capacité militaire indépendante. Malgré les réactions négatives, il n'était pas question pour les Etats-Unis de fermer les yeux sur la position centrale, la capacité industrielle et la main-d'œuvre de l'Allemagne. De plus, à cause de la langueur des Anglais à jouer un rôle important sur le continent et l'engagement des troupes françaises en Indochine, il n'était pas possible de disposer d'une armée de terre qui contrebalancerait celle de l'URSS sans la participation allemande. D'autant plus que, l'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN allait légitimer sa participation aux organisations militaires euro-atlantiques tout en permettant à la France de contrôler la puissance allemande.

En mai 1950, le Secrétaire d'Etat Acheson a évoqué le danger envers l'Europe devant le Senate Foreign Relations Committee: *"We cannot scatter our shots equally all over*



*the world. We just haven't got enough shots to do that.... If anything happens in Western Europe the whole business goes to pieces, and therefore our principal effort must be on building up the defenses, building up the economic strength of Western Europe.*" Quelques semaines plus tard, en 25 juin 1950, la tension entre l'Est et l'Ouest a augmenté avec l'éclatement de la guerre en Corée. Cette agression, bien qu'elle ait eu lieu en Asie, souleva des questions quant aux intentions de l'Union soviétique à l'égard de l'Europe. Après ce qui s'est passé en Asie, un pas important fut franchi lorsque les Américains décidèrent de l'envoi des troupes en Europe. Avec la Guerre de Corée, la Guerre Froide s'était transformée en Guerre Chaude. A partir de ce moment-là, la politique d'endiguement des Etats-Unis devenait de plus en plus militaire et l'Alliance commença à prendre sa forme définitive.

L'éclatement de la guerre en Corée et la question du réarmement de l'Allemagne a créé de graves divergences parmi les pays européens. La France n'a pas gardé le silence devant ces faits. La solution finalement proposée par Paris, était la création d'une Communauté Européenne de Défense (CED), avec une armée européenne intégrant des unités des différents pays. En 1952, la CED a été signée à Paris dans le but de faire en sorte que l'armement allemand s'effectue non sous l'égide de l'OTAN mais dans le cadre de la CED. Le plan prévoyait des établissements à caractère supranational, une force armée commune et un budget commun indépendant. Mais les Français désapprouvèrent leur propre plan en 1954, par peur de réarmer l'Allemagne, il fallut alors trouver d'autres moyens pour intégrer l'Allemagne de l'Ouest dans le système de défense collective de l'Europe.

Le point de vue de la France sur les relations transatlantiques avait une grande importance. Depuis le début, ce que la France attendait de l'Alliance transatlantique différait largement des attentes américaines. Il ne plaisait pas du tout au Général De Gaulle que la France soit aussi dépendante des Etats-Unis dans cette période où les deux supers-puissances détenaient le monopole de l'arme nucléaire, il y avait un problème extrêmement grave pour les pays qui n'en disposaient pas. En réaction à la monopolisation de la force nucléaire par les Etats-Unis et l'URSS, la France quitta le commandement militaire de l'OTAN en 1966 et elle forma en 1967 sa propre force nucléaire sous le nom de « force de frappe ». La méfiance à l'égard de la dominance

américaine restait à l'origine de cette séparation. Selon le Général De Gaulle, l'hypothèse d'après laquelle les Etats-Unis défendraient ses alliés, même si cela mettait en danger leur propre terre, dans le cas d'une possible attaque nucléaire ciblant l'Europe, n'était pas crédible. A cause du statut indépendant préféré par la France, l'Alliance dépendait à présent plus que jamais des Etats-Unis.

Pendant la période de la Guerre Froide, les Etats-Unis ont systématiquement soutenu le processus de l'intégration européenne pour les intérêts stratégiques et aussi politiques. Washington a considéré la Communauté européenne comme un élément fondamental de la paix et de la reconstruction du système international. Donc le processus d'intégration européenne a servi comme fournisseur essentiel de la sécurité en Europe occidentale pendant les années de la Guerre Froide. Pourtant, après les années 1960, le soutien des Etats-Unis à l'intégration européenne était d'une manière implicite, vu les priorités de sa politique extérieure centrée sur la Guerre Froide (ex : la guerre du Vietnam).

Pendant cette période, les Etats-Unis ont commencé à considérer l'aspect économique de relations transatlantiques. En particulier, l'administration de Kennedy commençait à prononcer l'ampleur du fardeau économique nécessaire pour le processus d'intégration européenne. Henry Kissinger, a indiqué que, puis que la prospérité économique européenne était assuré par la protection militaire américaine, les Européens devraient ouvrir leurs marchés aux produits américains et partager le fardeau économique. Pourtant, Washington a continué à assurer la sécurité européenne sans attendre quelque chose en retour jusqu'à la chute du mur de Berlin en novembre 1989.

### **C- La changement des intérêts américains dans la période de l'après-Guerre Froide**

La fin de la Guerre Froide, qui date de la période située entre la fin des années 80 et le début des années 90, entraîne toute une suite de changements qui bouleversent véritablement le système des relations internationales. Le monde n'étant plus divisé selon la traditionnelle répartition bipolaire, tous les acteurs du système international

sont obligés de revoir leur stratégie d'action et leur place à l'intérieur de ce nouveau contexte, pour essayer de s'y adapter au mieux. Durant la Guerre Froide, chacune des deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, essayait de répandre leurs propres valeurs dans un système bipolaire. Les autres pays garantissaient leur sécurité et protégeaient leurs valeurs en s'intégrant à l'un des deux blocs. Mais dans la période de l'après Guerre Froide, les acteurs principaux et les dangers se sont multipliés. Même si dans cette période certains pays ont retrouvé leur force économique, la position de superpuissance était uniquement occupée par les Etats-Unis. Le fait que le nouveau système soit unilatéralement dominé par une seule superpuissance créait des désaccords dans l'alliance transatlantique et à l'échelle du monde.

La première crise du système secoué par la fin de la Guerre Froide a été la première Guerre du Golfe. Ce qui s'est passé dans le Golfe a montré comment pourraient surgir, sous des conditions inattendues, les nouvelles menaces à la stabilité mondiale. En conséquence, avec la Stratégie Américaine de Sécurité Nationale préparée en Aout 1991, soit après la première crise du nouvel ordre mondial, la définition de la menace a été actualisée. Selon la nouvelle définition, il n'existait plus désormais un seul ennemi précis comme dans la période de la Guerre Froide mais à la place, il fallait affronter diverses menaces dites non traditionnelles pour la sécurité, comme la dégradation de l'environnement, le réchauffement de la planète, les possibilités de pandémies, les États défaillants et la criminalité internationale. Les Etats-Unis signalaient ainsi qu'en fonction des transformations de l'ordre mondial, leur politique aussi pourrait changer. Dans le document en question, les Etats-Unis précisaient en outre qu'ils n'avaient aucun rival et qu'ils représentaient la seule superpuissance au monde ce qui ne voulait pas dire qu'ils étaient toujours prêts à résoudre n'importe quelle crise survenue n'importe où dans le monde, on y soulignait que la puissance américaine avait aussi ses limites.

Par conséquent, les Etats-Unis demandaient aux organisations internationales, d'élargir leurs fonctions afin de prendre un rôle plus actif pour résoudre les crises internationales. On a pu constater pour la première fois le changement de politique américaine dans le Sommet de l'OTAN à Rome. « Le Concept stratégique » adopté à Rome, par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN en novembre 1991, a mis

l'Alliance en mesure de répondre aux problèmes de sécurité ainsi que de guider son évolution politique et militaire future. De plus il proposait une approche large de la sécurité, fondée sur le dialogue, la coopération et le maintien d'un potentiel de défense collective. Dans l'article 22 du Concept stratégique il était indiqué que les Communautés européennes et l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) avaient des responsabilités conformes et adaptées à leurs intérêts afin que l'OTAN parvienne à ses objectifs. Cet article était clairement le reflet de la Stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis de 1991.

La fin de la Guerre Froide représentait en quelque sorte la victoire de la stratégie dissuasive de l'alliance de l'Ouest contre celle de l'Est, mais cela signifiait en même temps la redéfinition de l'engagement des Etats-Unis à l'égard de l'Europe. Les Etats-Unis ne devaient plus s'inquiéter pour la sécurité de l'Europe. Pendant que les pays européens, économiquement fortifiés, faisaient de nouveaux pas en vue d'assurer leur propre sécurité, les Etats-Unis définissaient leurs nouveaux intérêts. Dans cette nouvelle période, l'origine des intérêts primaires des Etats-Unis passe de l'Europe à l'Eurasie, le Moyen-Orient, la Chine, et le Japon. Selon Brzezinski, l'Eurasie est le supercontinent pivot du monde. Une puissance qui dominerait l'Eurasie exercerait une influence déterminante sur deux des trois régions économiquement les plus productives au monde et contrôlera presque automatiquement le Moyen-Orient et l'Afrique. Alors que l'Eurasie devient l'échiquier géopolitique décisif, il ne suffit plus d'élaborer une politique pour l'Europe et une autre pour l'Asie. Comment s'établira la distribution du puissance sur le territoire Eurasiens sera déterminante pour la primauté mondiale et l'héritage historique des Etats-Unis. Toutefois, les nouveaux intérêts américains ne remplaçaient pas ceux qu'ils avaient en Europe. L'Europe gardait encore son importance pour les Etats-Unis en tant que tête de pont démocratique de l'Amérique assurant son accès sécurisé à leurs nouveaux intérêts.

Dans cette période, non seulement les perceptions de la sécurité des Américains mais également celles des pays européens avaient changé. Sans doute il était indispensable pour l'Europe de se dégager de la protection américaine après 40 années. Comme les Etats-Unis l'avaient projeté, les politiques appliquées pendant la Guerre Froide avaient assuré la sécurité de l'Europe de l'Ouest et ces pays avaient regagné leur propre force

économique. Cependant les problèmes ethniques figés et réprimés par le régime communiste dans les pays de l'Europe de l'Est, membres de l'ancien bloc communiste se transformaient, avec leur indépendance, en conflits ethniques susceptibles de se généraliser. La stabilisation de ces régions représentait une sorte de défi identitaire pour l'Union européenne, qui était une occasion de mesurer si son modèle était exportable à l'étranger pour la promotion de la paix et du bien-être dans d'autres territoires.

## **CHAPITRE II : L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE (PESD)**

La construction européenne s'est développée durant plus de quarante ans dans le domaine économique, tandis que la défense de l'Europe occidentale était assurée par l'OTAN sous la direction des États-Unis. Mais depuis la disparition de la menace soviétique, l'Europe aspire à se transformer en une Union politique en créant une politique de défense autonome et opérationnelle. En fait, l'idée même de défense européenne n'est pas nouvelle. Elle remonte à l'immédiat après-guerre. Mais, avant d'aborder cela, nous avons jugé opportun de .... pencher d'abord sur la Guerre de Bosnie, qui a été à l'origine de l'évolution de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de l'une des plus importantes raisons de l'accélération de ce processus.

### **A- Un tournant: La Guerre de Bosnie**

L'intervention de la communauté internationale dans la crise en ex-Yougoslavie peut être divisée en deux phases. La première se déroule de 1991, année où la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance, jusqu'en 1993. La deuxième couvre la période entre 1994 et 1995 lors de l'Accord de Dayton mettant fin au conflit en ex-Yougoslavie qui avait duré quatre ans. La première phase se caractérise par une intervention menée au niveau de l'Union Européenne, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies. La deuxième période, par contre, est marquée par l'entrée en scène de la diplomatie américaine et par une marginalisation progressive de l'UE en tant qu'acteur international.

Avec la mort du Président Tito en 1980, les conflits ethniques et religieux aussi bien que les vieilles hostilités ont une nouvelle fois fait surface en Yougoslavie. Ainsi, principalement en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, les citoyens et les gouvernements, libérés du joug communiste, balayés par un véritable raz-de-marée démocratique, se sont empressés de reprendre la bannière du nationalisme qu'ils avaient dû réprimer jusque-là. La Yougoslavie de Tito était gérée par des réglementations constitutionnelles qui garantissaient les droits et les intérêts de trois groupes ethniques: les Musulmans, les Serbes et les Croates. Ces trois groupes avaient l'habitude de la coexistence quand au début des années 90 commença la violence nationaliste serbe. Or, en juin 1991, en ayant assez de la domination et de la supériorité de Serbes, la Croatie et la Slovénie ont proclamé leur indépendance de l'Etat yougoslave. L'armée fédérale yougoslave (JNA), sur laquelle la Serbie avait la haute main, a répondu quelques jours plus tard en lançant des attaques contre les républiques dissidentes. En Slovénie, les combats prirent rapidement fin, mais en Croatie, où vit une importante minorité serbe, les violences s'aggravèrent.

L'Union européenne se proposait tout de suite comme médiateur diplomatique, face aux revendications sécessionnistes. La déclaration de Brioni du 7 juillet 1991 représentait le premier plan de paix proposé par l'Union européenne. D'un côté elle évoquait le droit de chaque peuple à l'autodétermination, de l'autre elle condamnait toute action unilatérale et le recours à la force armée même s'il ne s'agit pas de conflits traditionnels. La seconde était, la proposition franco-allemande du 18 septembre 1991 visant à déployer une force d'interposition de l'UEO en Croatie, trouvait l'opposition du Royaume-Uni. L'aspect militaire de cette force est géré par l'Organisation des Nations Unies qui négociaient une opération de maintien de la paix en Croatie et qui envoyait une force de protection à Krajina et en Slavonie orientale, zones croates contrôlées par les Serbes. Cette force s'appelait Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et elle se composait de 14.000 Casques bleus. Pendant cette opération, l'UE a géré la tâche de *peace making*, alors que l'ONU s'occupait de *peacekeeping*. Le rôle de l'UE et de l'ONU est d'éviter que le conflit se propage, mais aussi d'apporter de l'assistance humanitaire.

En janvier 1992, les pays de l'UE reconnaissent les indépendances croate et slovène afin de pouvoir mettre un terme à la guerre en Croatie, mais dans l'intervalle de la reconnaissance, en deux mois la guerre était passée au pays voisin, c'est-à-dire la Bosnie. Les Musulmans étaient conscients du fait que la reconnaissance des républiques slovènes et des croates allait intensifier la domination des Serbes dans la région, aussi le seul choix à leurs yeux était l'indépendance de la Bosnie. C'est pourquoi, en octobre 1991, les Bosniaques se sont adressés à l'Union européenne pour faire reconnaître leur indépendance. En février 1992, les tensions sont considérablement montées entre les différents groupes ethniques de la Bosnie-Herzégovine. L'UE prit l'initiative d'une conciliation par des pourparlers à Lisbonne où Izetbegovic, Karadzic et Boban, qui étaient à l'époque les représentants des trois groupes ethniques de la Bosnie, se sont réunis sous le mandat de l'UE et se sont mis d'accord pour transformer la Bosnie en une confédération de trois cantons. Selon ce plan, les Musulmans de Bosnie occupaient 26.8 %, les Croates 16.6 % et les Serbes 53.3 % du territoire bosniaque; les Serbes occupaient donc un territoire trop grand par rapport à leur population. Bien que les deux parties acceptaient de respecter les frontières existantes de la Bosnie, les détails de ce plan restaient imprécis et aucun accord définitif ne fut conclu.

La Commission d'arbitrage Badinter, constituée en 1991 dans le cadre de la Conférence de paix de l'UE sur la Yougoslavie, dont le but était d'examiner les demandes de reconnaissance adressées par les républiques, déclarait, pour qu'on se décide sur l'avenir de la Bosnie, qu'il fallait organiser un référendum auquel tous les citoyens de Bosnie participeraient. Le 29 Février et le 1 Mars 1992, le référendum d'autodétermination, ouvert à la participation de tous les grands groupes ethniques a eu lieu. Mais les Serbes de Bosnie-Herzégovine ont boycotté ce référendum. Parmi les 62.8% de la population bosnienne qui avaient participé, les 99.7% avaient voté pour l'indépendance. Le 5 avril 1992, suite aux résultats du référendum, le Parlement bosnien a proclamé l'indépendance. Quelques jours plus tard, les Serbes de Bosnie ont également déclaré leur indépendance. En acceptant de reconnaître l'indépendance de la république à la majorité simple plutôt qu'avec l'accord des groupes ethniques, l'UE a sans doute pratiquement garanti la violence et peut-être violé le droit international.

Le moment où eut lieu la reconnaissance même de la Bosnie-Herzégovine montrait déjà combien elle était vaine. La Bosnie a été reconnue par l'UE en tant qu'Etat indépendant en avril 1992, un mois après que les premières barricades aient été dressées dans les rues de Sarajevo, deux jours après l'occupation de l'Académie de Police de Sarajevo par les forces militaires serbes et finalement un jour après que le Président Izetbegovic eut ordonné aux forces régionales de défense de passer à l'état de mobilisation générale. Autrement dit, la guerre avait déjà commencé. L'UE croyait que la reconnaissance de la Croatie avait mis un terme aux combats dans cette région; elle espérait empêcher la guerre, de la même façon, en Bosnie. Malheureusement, peu d'indices lui donnaient raison dans un cas comme dans l'autre. En fait, étant donné l'intention avouée des Serbes de s'opposer à l'indépendance, il fallait s'attendre à ce que la reconnaissance de la Bosnie déclenche la violence. On peut dire que les Etats-Unis et les pays de l'UE essayaient désespérément de retarder l'inévitable.

Après l'échec des pourparlers de Lisbonne, les délégués des Nations Unies, de l'UE et de la CSCE ainsi que des représentants yougoslaves se sont réunis à la Conférence de Londres en août 1992. La Conférence de Londres apporta de nouveau l'espoir d'une cessation des combats. Toutefois, ces espoirs furent de courte durée. La communauté internationale avait peut-être finalement fait preuve d'un certain consensus à propos de la guerre en Bosnie, mais les combattants ne semblaient pas plus désireux qu'avant de régler leurs différends. Les négociations de paix entre les trois communautés ethniques, en septembre, ne donnèrent aucun résultat, tandis que les accords conclus à Londres pour permettre aux Nations Unies de contrôler l'artillerie lourde autour de Sarajevo et des autres villes musulmanes ne furent pas respectés. Les Serbes continuaient à bombarder sans relâche les territoires musulmans et, en octobre, les promesses faites avaient été largement oubliées. En plus, pendant la Conférence de Londres, l'UE et l'ONU ont insisté sur le fait qu'il n'y aurait aucune intervention militaire occidentale visant à terminer la Guerre de Bosnie et que la situation devait être résolu par des efforts purement diplomatiques.



Après l'inaction générée par la conférence de Londres, il a été question d'un nouveau plan de paix nommé Plan Vance-Owen présenté par Lord Owen pour l'Europe et Cyrus Vance pour l'ONU. Le 2 janvier 1993, les dirigeants des trois communautés ethniques négocieraient directement ensemble, pour la première fois, à Genève. Le Plan Vance-Owen prévoyait le découpage de la Bosnie en dix provinces administratives. Ce plan était d'une grande injustice. Malgré le fait que les 43% de la population fussent bosniaques, ils allaient obtenir le contrôle seulement de 26% des terres. Malgré cela, le plan n'a pas satisfait les Serbes bosniaques qui voulaient encore plus de terre. Après six mois de négociations pour tenter de rétablir la paix, les Serbes de Bosnie restaient ainsi les seuls à refuser le plan Vance-Owen bien qu'il ait été accepté par les Croates et par les Musulmans. Tandis que les Ministres des Affaires étrangères de l'UE avaient donné un ultimatum de six jours aux Serbes de Bosnie pour accepter le plan, les États-Unis restaient sceptiques et n'offraient pas de véritable solution de rechange. Déjà, le plan Vance-Owen cherchait désespérément à réaliser l'impossible. Il visait, d'une part à apaiser les Musulmans en préservant l'intégrité territoriale de la Bosnie, tout en offrant aux Serbes et aux Croates des pouvoirs importants et une autonomie dans l'ensemble des provinces. Ce déséquilibre aggravait la rivalité territoriale et l'unique barrière efficace contre les serbes qu'était l'alliance croato-musulmane a commencé à se briser. Après le rejet du plan Vance-Owen, en août 1993, à l'initiative de l'UE, le second plan de paix, dit plan Owen-Stoltenberg a été présenté. Ce plan attribuait 52% du territoire aux serbes, 18% aux Croates et 30% aux les Musulmans. Cette fois-ci, les Musulmans ont refusé ce plan parce qu'ils ne souhaitaient accepter aucun plan qui diviserait la Bosnie-Herzégovine en trois entités.

Le 25 Septembre 1991, alors que la guerre n'avait pas encore éclaté en Bosnie, la Résolution 713 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a été adoptée, imposant un embargo sur les livraisons d'armes à l'ex-Yougoslavie. Cet embargo économique et commercial, destiné seulement à l'ex-Yougoslavie, a touché la Bosnie aussi. Les Musulmans, déjà faibles face aux Serbes qui maintenaient le contrôle de l'Armée Fédérale (JNA), s'étaient affaiblis encore plus à cause de l'embargo.

Les pays de l'OTAN venaient tout juste de déterminer leur Nouveau Concept Stratégique quand la Guerre de Bosnie éclata en Mars 1992. Ce qui veut dire que le

conflit qui a surgi en Bosnie donnait une importante occasion d'une part aux pays de l'UE de démontrer leurs propres capacités à affronter leur propres problèmes de sécurité d'autre part à l'OTAN de prouver l'efficacité de sa transformation. Entretemps, l'ONU a hésité tout au long de l'hiver et du printemps de 1992 à intervenir de façon précipitée en Bosnie et elle a laissé l'initiative à l'UE jusqu'au 7 Avril où le Conseil de Sécurité adoptait la résolution 749 qui exhortait toutes les parties à coopérer avec l'UE pour instaurer un cessez-le-feu et négocier une solution politique. En Mai 1992, la Résolution 757 du Conseil de Sécurité de l'ONU a étendu son embargo envers les Serbes impliquant des restrictions pétrolières et aériennes. La résolution 757 suspendait également les contacts sportifs et scientifiques ainsi que les échanges techniques et culturels et imposait un embargo aérien et une réduction des effectifs des missions diplomatiques yougoslaves. Cependant, toutes ces mesures n'ont en aucun cas affecté les attaques puisque les Serbes profitaient de larges sources leur permettant de vivre en autarcie. En effet, la Serbie était autosuffisante en produits alimentaires, riche en énergie hydro-électrique et elle produisait le cinquième du pétrole qu'elle consommait. De plus, il était clair dès le départ qu'il serait difficile de faire respecter l'embargo. Les producteurs de pétrole arabes tenaient à punir les Serbes pour la façon dont ils traitaient les Musulmans, mais d'autres pays étaient plus hésitants.

A la fin de 1992, la situation des Musulmans devenue catastrophique on a donc décidé de déployer les Casques Bleus en Bosnie-Herzégovine, par la résolution 743 de l'ONU, en vue d'assurer la sécurité et le fonctionnement de l'aéroport de Sarajevo et l'acheminement de l'aide humanitaire. Au total, près de 15 000 Casques Bleus furent déployés en Bosnie-Herzégovine et par la suite avec la résolution 776 de l'ONU, ce nombre fut augmenté. En revanche, tous ces efforts n'ont pas eu de véritable effet pour mettre fin à la guerre. Les pays occidentaux, qui savaient pourtant que la vraie solution qui mettrait fin aux combats était l'intervention militaire, ont continué à rechercher des solutions alternatives. Après le rejet du Plan Vance-Owen, le Conseil de Sécurité de l'ONU, a adopté la résolution 819 par laquelle il désignait comme zones de sécurité, les zones sous le contrôle des Musulmans, Sarajevo, Gorazde, Tuzla, Srebrenica, Bihac et Zepa.

Arrivé en 1993, les pays occidentaux croyaient encore qu'il serait possible d'arriver à un accord qui mettrait fin aux combats sans forcément utiliser la force militaire de l'OTAN. Dès le début, l'administration Bush défendait que la paix en Yougoslavie devait être assurée par l'UE. S'étant déjà concentré sur des sujets tels la Guerre du Golfe, l'éclatement de l'URSS et l'intégration de l'Allemagne, les Etats-Unis étaient maintenant plutôt occupés par des questions intérieures, d'autant plus que la période en question coïncidait avec les élections présidentielles. C'est pour cette raison que la gestion de la crise avait été confiée à l'UE et pas à l'OTAN ou les Etats-Unis. Donc pour les pays de l'UE qui étaient au beau milieu d'un processus accéléré d'intégration et qui voulaient se libérer de la domination américaine, la crise en Yougoslavie était une grande occasion de concrétiser ces objectifs.

Lorsque Clinton est arrivé au pouvoir en novembre 1992, les pressions venant du monde arabe pour que le génocide perpétré contre les Musulmans de Bosnie prennent fin, avaient augmenté. En plus de ces pressions, l'incapacité de l'Europe à mettre fin aux combats força les Etats-Unis à entreprendre des pas plus concrets. En conséquence, Clinton proposa la politique du *lift and strike*. Cette politique était destinée à faire accepter aux alliés la levée de l'embargo sur les armes à destination des Musulmans bosniaques et le bombardement des positions serbes. Mais, les propositions américaines furent rejetées par les pays européens qui défendaient que la levée de l'embargo et le bombardement des positions serbes, mettraient en danger les soldats de la FORPRONU. Ce désaccord entre les Etats-Unis et l'Europe marqua la première rupture dans le cadre des relations transatlantiques de l'après Guerre Froide.

Vers la fin de l'année 1993 il était déjà assez clair que l'UE ne pourrait résoudre la crise à elle seule sans avoir l'aide des Etats-Unis et de l'OTAN. Par ailleurs, suivant la résolution 836 de l'ONU, la FORPRONU pouvait prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'usage de la force, en réponse aux bombardements contre les zones de sécurité. Malgré tout, ni les Etats-Unis qui ne voulaient pas se mêler de la crise en Bosnie à moins qu'ils aient le soutien de la communauté internationale, ni l'Europe qui n'osait une intervention militaire, ne sont arrivés, malgré leurs solutions alternatives, à empêcher les attaques serbes. La guerre en ex-Yougoslavie a

clairement montré le manque de coopération entre les alliés et l'incapacité générale à s'adapter à la conjoncture de l'après Guerre Froide.

En vue de promouvoir la coopération entre l'Alliance atlantique et les pays non membres de l'alliance euro-atlantique, un pas important et nécessaire a été franchi, afin d'intensifier la coopération militaire et politique dans toute l'Europe. Le programme de Partenariat pour la Paix de l'OTAN (PpP) fondé pendant le sommet de l'OTAN du janvier 1994, offrait de grandes occasions de coopération aux alliés en vue de préciser les activités dans lesquelles ils allaient participer. En même temps le programme a ouvert la porte de l'OTAN aux pays de l'ancien Pacte de Varsovie. Le programme de Partenariat pour la Paix était l'un des pas importants en vue de faciliter l'adaptation de l'OTAN à la période de l'après Guerre Froide. Donc, on peut dire que ce qui s'est passé en Bosnie a mené les Etats-Unis et les pays de l'OTAN à prendre des mesures efficaces afin d'empêcher d'autres conflits dans les pays ex-communistes.

L'événement décisif qui a mené les Etats-Unis à prendre un rôle actif dans la Guerre de Bosnie fut l'attaque serbe du 5 Février 1994 dans la place du marché populaire de Sarajevo qui coûta la vie à plusieurs centaines de civils. A la suite de cette attaque, les ministres de la Défense de pays de l'OTAN qui se sont réunis à l'appel des Etats-Unis, ont lancé un ultimatum de 10 jours à l'adresse des forces serbes de Bosnie pour obtenir la levée du siège de Sarajevo. Les Serbes, comme à chaque pas qu'avait fait la communauté internationale, ont fait mine de prêter une oreille attentive pour gagner du temps tout en continuant les violences en Bosnie. Finalement, en Février 1994, quatre avions de combat qui violaient les zones de sécurité ont été abattus par des avions de l'OTAN. Il s'agissait pour l'Alliance du premier engagement militaire de son histoire.

Un autre obstacle à l'instauration de la paix en Bosnie était la montée du conflit entre les Croates et les Musulmans. Pour empêcher que la situation ne s'aggrave et pour maintenir l'équilibre des forces dans la région une Fédération Croato-Musulmane a été créée en Mars 1994 avec le soutien des Etats-Unis. Cela montrait que les Etats-Unis s'approprièrent petit à petit le rôle de leader dans la gestion de la crise. Non seulement

les Etats-Unis mais aussi l'OTAN devaient jouer un rôle plus actif et efficace du fait des conflits permanents et de la violence continue.

En mars 1994, le Groupe de Contact sur la Bosnie a été créé par les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, la Russie et l'Allemagne à la recherche d'une solution politique pour la Bosnie et ils élaboreraient un plan afin de mettre une fin à la crise. Le plan prévoyait le partage de la Bosnie en deux entités autonomes, en octroyant 49 % du territoire aux Serbes, 51 % à la Fédération croato-musulmane. Mais les serbes qui occupaient à ce moment-là 70% des terres n'avaient pas du tout l'intention de se retirer et le plan fut rejeté par les Serbes bosniaques.

Malgré le fait que Srebrenica fut déclaré une zone sécurisée, suite au retrait des soldats hollandais de la FORPRONU en juillet 1995, la ville fut prise par les forces serbes. Par la suite, plus de 8.000 bosniaques civils furent tués en presque deux semaines et le premier génocide depuis la Deuxième Guerre Mondiale fut commis. Après ce tournant de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, l'OTAN passa à l'acte. En vertu de la Résolution 836 du Conseil de sécurité, l'OTAN mena une campagne de frappes aériennes de trois semaines contre des cibles militaires bosno-serbes dans le cadre de l'Opération Force délibérée. En douze jours, grâce à l'opération Force délibérée qui rééquilibra la puissance entre les parties sur le terrain de Bosnie-Herzégovine, persuada les Serbes de Bosnie que la négociation d'un accord de paix leur serait plus profitable que la poursuite de la guerre.

En Novembre 1995, les représentants des trois parties de la Guerre de Bosnie, le Président de la Croatie Franjo Tudjman, le Président de la Bosnie-Herzégovine Alija Izetbegovic et le Président de la Serbie Slobodan Milosevic se réunirent aux Etats-Unis dans la ville de Dayton et ils signèrent l'Accord de Dayton dont l'architecte était Richard Halbrooke, Secrétaire d'Etat Adjoint des Etats-Unis, après de longues négociations qui mit fin à trois ans et demi de guerre civile en Bosnie. L'Accord de Dayton établissait deux entités semi-autonomes dans le pays : la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République Serbe. La première, sous le contrôle des Bosniaques et des Croates, divisée en 10 cantons s'appelait la Fédération de

Bosnie-Herzégovine tandis que la deuxième, sous le contrôle des Serbes, était la République serbe de Bosnie.

Au cours de l'année 1995, il devint peu à peu clair que la FORPRONU, même appuyée par les frappes aériennes de l'OTAN, ne pourrait guère survivre contre les forces serbes. Pour assurer les aspects militaires de l'Accord de paix de Dayton et en vertu de la résolution 1031 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la FORPRONU fut remplacé par la Force d'application (IFOR) déployant 60.000 soldats pour un mandat d'un an en Bosnie-Herzégovine. Pour la première fois dans l'histoire du Traité de l'Atlantique, une Force multinationale de stabilisation agissant sous l'égide de l'OTAN, avait été constituée. Après avoir veillé pendant un an sur la sécurité générale de la Bosnie, les débats concernant l'avenir de la force de paix ont commencé avec la fin de sa mission en 1996. A ce moment-là, la France et l'Angleterre ont déclaré que si les Etats-Unis retiraient leurs troupes, ils retireraient les leur et firent ainsi naître des doutes sur le succès à long terme de l'Accord de Dayton. En Novembre 1996, le conflit régional survenu en Bosnie, a montré que les troupes de l'OTAN devaient indispensablement prolonger leur présence dans ce pays. Cette nouvelle hausse de tension avait démontré que le temps d'une paix n'était pas encore arrivé sans le recours à l'OTAN.

Le nouvel ordre mondial apparu suite à la dissolution de l'URSS avait créé un chaos international causé par la violence ethnique et religieuse. Les gouvernements et les peuples récemment libérés du régime oppressif du communisme furent facilement pris sous l'influence des discours de démocratie. La communauté internationale n'avait guère envie d'intervenir dans les conflits refoulés de ces pays qui avaient perdu leur importance stratégique. Après 45 années de tension entre les Etats-Unis et l'URSS, on s'attendait à ce que l'ONU ne soit plus uniquement un lieu de débats mais qu'elle joue aussi un rôle actif sur la scène internationale. Pourtant, la communauté interactionnelle à travers l'ONU, l'UE et l'OTAN, n'a pas eu la volonté d'intervenir dans le conflit yougoslave et ainsi les conflits se sont transformés en guerre sanglante. Cette langueur est le symbole de la défaite de la période de l'après Guerre Froide.

## **B- L'échec de l'Europe et l'intervention américaine**

La Guerre Froide était terminée, la rivalité idéologique et militaire entre les Etats-Unis et l'URSS était finie, la nature des menaces et les champs d'intérêts des pays avaient changé. Ces changements se sont d'abord manifestés en ex-Yougoslavie ayant alors perdu dans la nouvelle période son importance stratégique en tant que zone tampon entre l'Est et l'Ouest.

Pendant la Guerre Froide, les Etats-Unis voyaient la Yougoslavie comme un tampon essentiel afin de prévenir l'accès des Soviétiques à un port sur la Méditerranée et en cas d'invasion de l'Europe de l'ouest, ralentirait l'avance du Pacte de Varsovie sur le flanc sud de l'OTAN. Lorsque le mur de Berlin s'effondra, la principale raison de la faveur américaine disparue, les Etats-Unis avait moins besoin de la Yougoslavie. D'ailleurs, dans les années 1990, les Etats-Unis, déjà concentrés alors sur les problèmes tels la Guerre du Golfe, la dissolution de l'URSS et la réunification de l'Allemagne, étaient satisfaits de voir à quel point les Européens étaient décidés à veiller sur leur propre sécurité et ne voulaient pas se mêler d'un problème de plus. De toute façon, cette crise qui coïncidait avec un moment où les Etats-Unis se retiraient économiquement et géographiquement de la région, ne laissait pas à l'Europe d'autre choix que d'affronter le problème. Donc, céder la responsabilité de l'assurance de la paix en ex-Yougoslavie aux pays européens était une bonne occasion pour les Etats-Unis de se focaliser sur leurs nouveaux champs d'intérêt. Mais rien ne se passa comme prévu. Les Européens n'ont pas pu agir à la mesure des espoirs misés sur eux. Dans la première année de la crise, Bush mettait la responsabilité de la crise yougoslave sur les épaules de l'UE, tandis que la crise s'intensifiait. Plus tard, Clinton allait faire aux pays de l'UE des suggestions afin de les encourager à un comportement plus interventionniste.

Au cours de la crise, il était apparu entre l'UE et les Etats-Unis des différences d'opinion sur l'avenir de la Bosnie. Tandis que les Européens prétendaient que la solution était dans la division de la Bosnie, les Américains pensaient au contraire que le mieux était de conserver son intégrité. Selon les Américains, la partition de la Bosnie encouragerait les autres pays ex-communistes à penser qu'eux aussi pourraient changer leurs frontières par la force. Par ailleurs, il y avait aussi un autre désaccord

entre les Etats-Unis et les pays européens sur la désignation de la responsabilité de la crise. Les Etats-Unis accusaient la violence serbe d'être à l'origine de la crise alors que l'Europe partageait la culpabilité entre les deux camps. En conséquence, les Etats-Unis et l'Europe ont tardé à se rendre compte de la gravité du conflit en Yougoslavie, devenant ainsi les responsables de l'étouffement de la Bosnie dans une guerre sanglante.

Les pays de l'UE et les Etats-Unis, qui déjà se trouvaient en désaccord sur de multiples sujets depuis la fin de la Guerre Froide, se sont opposés encore plus avec la proposition de Clinton de la politique *de lift and strike* en 1993. Les Européens n'étaient contents ni de la suggestion de lever l'embargo ni du lancement d'attaques aériennes. D'après les Européens, lever l'embargo allait intensifier la crise et mettrait en danger les soldats de la FORPRONU. D'ailleurs, pour différentes raisons politiques, l'Europe n'était pas prête pour la guerre donc, aucun chef d'Etat membre de l'OTAN ne voulait utiliser la force militaire dans la résolution de la crise. Aussi, les pays de l'UE prétendaient qu'une intervention militaire créerait des problèmes de réfugiés. Bien que l'intervention militaire prévue par la politique *de lift and strike* n'ait pas été appliquée, le nombre de réfugiés a augmenté progressivement, et a atteint un sommet en 1992 avec 235,000 réfugiés en Europe de l'Ouest et un million au total. Pendant ce temps, les désaccords entre les deux rives de l'Atlantique sur comment résoudre la Guerre de Bosnie s'est tellement approfondi que plus tard on a dit de cette rupture qu'elle fut la plus importante crise des relations transatlantiques après celle de la crise du canal de Suez.

En effet, durant la crise de Bosnie, il n'y avait pas seulement des désaccords entre Européens et Américains, mais aussi sein des pays membres de l'Union Européenne. Les attitudes envers la crise en ex-Yougoslavie ont profondément divisé les pays de l'OTAN et de l'Union Européenne à cause des inquiétudes politiques domestiques et des différentes interprétations du conflit. Du fait de leur proximité géographique et des causes historiques, les Italiens étaient plus conscients que n'importe quel autre pays européen des dangers liés à la Yougoslavie. C'est pourquoi, une fois la Guerre Froide terminée, l'Italie a tenté d'empêcher la division de la Fédération, essayant de convaincre les pays de l'UE de l'appuyer dans ses efforts. Au même moment la



France, qui avait entretenu de bonnes relations avec les Serbes durant toute son histoire, soutenait l'opinion de Belgrade défendant l'intégrité de la Yougoslavie, ces deux pays contrariant l'Allemagne. L'Allemagne maintenait de bonnes relations historiques avec les Croates et plusieurs immigrants croates y vivaient, par conséquent elle était pour l'indépendance de la Croatie. Donc, bien que mettant en danger la PESC, mise en place par l'Accord de Maastricht de 1991, l'Allemagne a insisté pour que l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie soit reconnue. Les Etats-Unis craignaient qu'une telle reconnaissance nourrisse des idées indépendantistes dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Finalement, les pays d'Europe, qui avaient fait d'importants pas vers l'intégration grâce à l'Accord de Maastricht, ont décidé de reconnaître la Croatie et la Slovénie afin de ne pas briser le cours de leur réussite. Par ces reconnaissances, l'Europe espérait aussi éviter que les conflits en ex-Yougoslavie ne se transforment en guerre. Mais malheureusement, rien ne s'est passé comme ils l'avaient prévu, pire, les conflits existants se sont aggravés.

On peut dire qu'au travers du premier conflit de l'après Guerre Froide surgi en ex-Yougoslavie, les institutions internationales avaient été testées sérieusement pour voir si elles pourraient répondre aux attentes. Le concept stratégique de 1991 de l'OTAN était un pas important dans cette direction. Par ce concept, les pays membres ont approuvé une stratégie destinée à mettre l'Alliance en mesure de répondre aux problèmes de sécurité et aux possibilités qui se présenteront au XXI<sup>e</sup> siècle ainsi qu'à guider son évolution politique et militaire future. Malgré les pas importants accomplis par les pays de l'OTAN ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie a montré que cette transformation n'était pas facile à adapter. Même si le nouveau concept stratégique de l'OTAN avait reformulé et élargi les fonctions de sécurité de l'Alliance, en pratique les membres de l'OTAN se montraient peu disposés à participer aux opérations hors du cadre de l'Article 5. Donc on peut dire que la crise de Yougoslavie était un test critique à la fois pour l'UE qui voulait prendre la responsabilité de sa sécurité et aussi pour l'OTAN qui était en mutation.

A travers la Guerre de Bosnie, il a été compris que les sanctions politiques et économiques ne suffiraient pas à empêcher la violence et instaurer la paix tant qu'elles ne seraient accompagnées d'une force militaire dissuasive. Par exemple, bien que les

embargos de l'ONU et de l'UE, aient gravement porté atteinte à l'économie serbe, ils n'ont pas pu mettre fin à la guerre. Les puissances occidentales qui n'ont pas osé entreprendre une intervention militaire ont ainsi démontré que les institutions susceptibles d'assurer la sécurité mondiale ne pouvaient affronter les violences liées au nationalisme ethnique. Avant la crise de Bosnie, l'OTAN n'avait pas été forcée à se mêler d'une telle crise en tant qu'alliance de sécurité et de défense communes et par conséquent elle n'était pas militairement et politiquement prête à une telle situation. En outre, la structure complexe de l'ex-Yougoslavie n'a pas du tout facilité les recherches de solution. Le pays se trouvait hors de l'aire géographique constituée par le traité de l'Atlantique nord et les membres de l'OTAN avaient toujours des intérêts et des perspectives divergents sur ce genre d'opérations.

Quant à l'UE, qui pour plusieurs raisons voulait jouer le rôle principal dans la gestion de la crise, elle était elle-même divisée et par conséquent n'avait pas eu le courage d'empêcher ou de terminer une guerre qui touchait son propre territoire. Cet échec de l'Europe a montré une nouvelle fois l'importance de la domination américaine au sein de l'OTAN. Alors, malgré l'absence d'une menace directe contre leurs intérêts primaires, les Etats-Unis sont militairement intervenus dans le but de sauver leurs intérêts secondaires. Autrement dit, parallèlement aux préoccupations humanitaires en faveur des victimes, l'intervention américaine a été réalisée en fonction des leurs intérêts secondaires telle la protection et le sauvetage des troupes européennes dans les Balkans.

Au cours de la crise de Bosnie, les pays européens ont vu qu'ils n'étaient pas préparés à coopérer militairement et politiquement en vue d'établir une politique extérieure commune. En même temps, à un moment où les liens créés lors de la Guerre Froide et qui assuraient la continuité de la coopération transatlantique disparaissaient peu à peu, ce changement causait d'importantes tensions dans l'Alliance Atlantique. Aussi, cette guerre a démontré que l'UE devait accélérer le processus de la construction de sa politique étrangère et de sécurité commune afin de devenir une puissance dissuasive et autonome.

Bien que l'OTAN ne fût pas encore prête à s'occuper de cette situation, elle a pu mettre fin à la guerre en Bosnie par le changement de la politique américaine. À part sa réussite dans la répression de l'expansion des conflits entre la Slovénie et la Serbie et entre la Croatie et la Serbie, l'initiative de l'ONU n'a pas servi à grand chose en Bosnie. Les craintes et l'inefficacité flagrante de la communauté internationale du début à la fin de la guerre sont le symbole de la défaite de la notion de sécurité commune dans la période de l'après Guerre Froide. Toutefois, malgré les leçons tirées de la situation en Bosnie, l'OTAN était de nouveau au pied levé devant la crise de Kosovo qui a fait vivre à l'Alliance les mêmes étapes tourmentées jusqu'à ce qu'il y ait une intervention militaire.

L'effet le plus profond du conflit yougoslave a été ressenti en France. Avec la fin de la Guerre Froide, la France continuait de soutenir la présence américaine en Europe, mais en refusant la domination américaine dans les affaires de sécurité européennes. D'après la France, l'Identité Européenne de Sécurité et de Défense (IESD) serait construite pour s'occuper des problèmes de sécurité de l'Europe et l'OTAN pourrait être alors relégué à son rôle essentiel. Pourtant les ambitions françaises ont été affectées par l'échec des pays de l'Union et les résultats de la guerre bosniaque ont poussé la France plus près de l'OTAN et elle a commencé à reconsidérer sa participation à l'OTAN. Au lieu de réintégrer la France à l'OTAN, les États-Unis ont proposé la fondation du Combined Joint Task Force (CJTF). Une Identité Européenne de Sécurité et de Défense soutenue de telle manière pourrait fonctionner en tant qu'un pilier européen de l'OTAN, autrement dit, le CJTF pourrait devenir un point de connexion entre l'OTAN et l'IEDS.

Grâce à l'IEDS, à la disposition de la volonté de l'OTAN, qui aurait instauré la sécurité en Bosnie, les États-Unis auraient pu se retirer de la région tandis que l'Europe aurait pu jouer un rôle actif dans l'OTAN. Malgré ce soutien explicite des États-Unis à l'IEDS, les pays européens n'ont pas pu envisager l'absence des forces américaines dans la région. Donc, on peut dire qu'après la fin de la Guerre Froide, les pays, surtout la France qui craignait une hégémonie américaine continue en Europe occidentale, ont commencé à s'inquiéter d'un désengagement américain de l'Europe. Pendant la guerre en Bosnie, ils se sont rendus compte qu'il n'y avait pas encore une

alternative européenne réalisable, et que la présence américaine était toujours nécessaire.

En conséquence, l'Union européenne n'arrivait pas à établir une stratégie d'action cohérente dans les autres parties du monde, lors d'une situation de crise, parce qu'elle n'avait pas encore défini son rôle d'acteur global sur la scène internationale. Cette faiblesse était due au fait que les Etats de l'UE avaient du mal à s'accorder sur le rôle à donner à l'UE sur la scène internationale, parce qu'il existe différentes perceptions du danger, des défis et des priorités. C'est pourquoi l'intervention de l'UE en Yougoslavie est restée limitée à la sphère diplomatique. Tout le long de la crise, la visibilité des Etats européens se déroulait dans le cadre de l'assistance humanitaire. Dans l'ambition de sauver leurs intérêts nationaux plutôt qu'à la recherche d'une politique commune, les Etats européens ont décrédibilisé l'UE et aussi la PESC. A plusieurs reprises, les douze Etats membres de l'UE ont démontré la faiblesse d'une politique étrangère commune. L'absence de coordination parmi les Etats a affaibli leur rôle sur la scène internationale et a donné lieu à l'entrée en scène de la diplomatie américaine.

### **C- La place de la PESC dans les relations transatlantiques**

L'Union Européenne qui, avec son histoire de près d'un demi-siècle, est devenue aujourd'hui l'un des principaux acteurs économiques du monde, tend aussi de nos jours à avoir la parole sur la dimension politique des relations internationales. Bien que, du point de vue économique, l'Europe soit devenue une puissance mondiale, les critiques n'ont cessé de se développer à l'encontre du géant économique mais nain politique européen. Les plus importants indices prouvant que le géant économique essaie de dépasser le statut de nain politique afin de devenir une puissance globale, sont les efforts mis en place pour la création de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense. L'UE qui a eu un grand succès économique veut aussi désormais avoir plus de responsabilité dans le maintien de sa sécurité.

L'origine d'une idée d'intégration politique européenne remonte aux années 1950 où les dirigeants européens ont décidé de construire une nouvelle Europe. « La France

est notre patrie, l'Europe notre avenir » affirmait le Président Mitterrand, traduisant le sentiment confus d'une dualité d'appartenance et les difficultés d'une période de transition. Le diagnostic formulé à la suite des deux guerres mondiales vient étayer un projet jugé propre à mobiliser légitimement les énergies. Car si l'alternative est entre « s'unir ou périr », et « s'unir » ou « s'affronter », le choix est clair.”

Après la Deuxième Guerre Mondiale, la première mesure entreprise pour que l'Europe assure sa propre sécurité a été l'alliance franco-anglaise signé à Dunkerque en Mai 1947 en vue de protéger la France contre une éventuelle agression allemande aussi bien que contre la menace soviétique. Le contenu de cet accord a été élargi en 1948 sous le nom de Traité de Bruxelles avec la participation de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. L'organisation fondée par le traité de Bruxelles a établi l'Union occidentale qui en 1954, avec la modification du Traité de Bruxelles, se transforma en Union de l'Europe occidentale (UEO), accueillit la République fédérale d'Allemagne et l'Italie en favorisant le réarmement progressif de l'Allemagne dans un cadre surveillé. Mais le Traité de Bruxelles n'était pas une simple alliance. En effet, cédant à l'air du temps, les parties se proposaient l'élimination de toute divergence dans leur politique et économique, le développement du niveau de vie de leur peuple, elles souhaitaient coopérer dans le domaine social et dans le domaine culturel. Mais après la signature des traités de l'Organisation Européenne de Coopération Economique en 1948, de l'Atlantique Nord en 1949, du Conseil de l'Europe en 1949 et de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier en 1951, il est devenu clair que le Traité de Bruxelles n'était également pas si suffisant pour répondre aux besoins sécuritaires de l'Europe. La construction de ces institutions internationales, d'une part, et le coup d'Etat de Prague d'autre part, a vulnérabilisé le Traité de Bruxelles.

A la suite du coup d'état de Prague, la puissance militaire des cinq pays membres apparaît rapidement insuffisante contre la menace du communisme, il fallait faire appel aux Etats-Unis. Le rapprochement des pays européens vers les Etats-Unis a aussi mobilisé l'autre rive de l'Atlantique et les Etats-Unis ont répondu aux soucis de l'Europe. De leur côté, les Etats-Unis ne pouvaient rester indifférents à l'hypothèse de manœuvres subversives ou militaires qui permettraient l'instauration de régimes

communistes en Europe occidentale. En 1948, les pourparlers avaient commencé entre les Etats-Unis et le Canada pour donner au Traité de Bruxelles une dimension transatlantique. La signature à Washington le 4 avril 1949 du Traité de l'Atlantique Nord traduit donc bien l'accord de deux volontés, celles des Européens qui sollicitent la protection américaine et celles des Etats-Unis qui souhaitent la leur offrir. Donc on peut dire que le Traité de Bruxelles a été perçu comme un pacte de défense mutuelle contre la menace soviétique poussant les Etats-Unis à fonder l'OTAN. Par ailleurs, avec cette organisation les Etats-Unis avaient fortifié leur présence militaire en Europe et ils s'étaient chargés de la protection de leurs alliés.

Cependant, la signature des traités de Rome instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEE) et la Communauté économique européenne (CEE) étaient des développements importants qui envisageaient la suppression des barrières commerciales et douanières et de créer un marché commun. Alors que l'Europe entreprenait ces démarches économiques, le fardeau financier et militaire des Etats-Unis est devenu lourd à porter à cause des dépenses de la fondation de l'OTAN et de l'éclatement de la Guerre de Corée, donc, afin d'alléger leur fardeau, l'Amérique a envisagé le réarmement de l'Allemagne dans le cadre de l'Alliance Atlantique. Selon le plan américain, une structure de défense soutenue par l'Allemagne dans le cadre de l'OTAN allait diminuer le fardeau financier et militaire des Etats-Unis. Mais il n'a pas été facile d'obtenir l'accord des pays d'Europe sur le réarmement de l'Allemagne alors que les mauvais souvenirs de la Deuxième Guerre Mondiale étaient encore frais. Ayant pris la décision du réarmement de l'Allemagne au cours de la réunion du Conseil de l'OTAN en Septembre 1950, les Etats-Unis ont déterminé avec le Plan Spofford que ce réarmement allait être réalisé sous le contrôle de l'OTAN.

La résurrection de l'armée allemande était une menace dangereuse et était un grand risque. Afin de l'éviter, le plan Pleven proposé par la France, prévoyait la création d'une armée européenne rattachée à des institutions politiques d'une Europe unie, le projet est présenté comme une contribution supplémentaire à la construction européenne entamée avec le plan Schuman, et les six pays qui négociaient lors de la création de la CECA sont invités à réaliser également une communauté européenne (CED) de défense. L'intention des pays européens en acceptant l'adhésion de

l'Allemagne à la CED était de créer une force alternative de défense européenne face à l'entrée de l'Allemagne à l'OTAN. Toutefois, l'accord a été désapprouvé et rejeté par son créateur, la France, sous prétexte qu'il menaçait l'indépendance nationale.

La question de l'intégration politique n'était pas mentionnée dans les textes fondateurs de la CEE. Mais à partir de 1961, la coopération politique devenait une question d'actualité dans la communauté. Il faut souligner qu'à cette époque-là, les pays européens ont préféré la coopération dans le domaine politique au lieu d'une intégration politique. C'est-à-dire, les dirigeants européens, au cours de cette période, ont balancé entre deux tendances que l'on peut résumer en deux mots: coopération et intégration. La coopération, c'est là recherche où les organes sont formés de représentants d'Etat, dûment mandatés, et les Etats membres ne sont pas liés par les délibérations, soit que celles-ci soient prises à l'unanimité, soit qu'elles ne lient que les Etats qui ont exprimé une vote favorable. L'intégration c'est au contraire, le transfert du pouvoir de décision à des organes formés de personnes qui ne sont pas les représentants de leur pays d'origine ou à des organes dont les délibérations engagent les Etats membres sans requérir l'unanimité pour leur adoption. Par conséquent, les membres de l'UE, qui étaient conscients des problèmes légaux et institutionnels qu'amènerait l'intégration politique, ont préféré la coopération politique à développer de façon intergouvernementale.

En 1962, deux projets français successifs sont apparus, connus sous le nom de plans Fouchet qui prétendaient la création; grâce à un traité, d'une véritable union politique européenne, Union d'Etats, basée sur la coopération intergouvernementale concernant les aspects des relations extérieures et de défense dans le but de parvenir à une politique commune. Mais ces plans furent critiqués et rejetés par les pays de la CEE de peur qu'ils affaiblissent la position de l'OTAN. Le Ministre belge des Affaires Etrangères Paul-Henri Spaak a exprimé en 1962 sa critique envers le Plan Fouchet de la manière suivante: L'Europe des patries est une notion restreinte et insuffisante; soit il y aura une Europe supranationale soit il n'y en aura aucune. Jusqu'à la fin des années 60, du fait de l'opposition des petits Etats membres de l'Union, comme les pays du Benelux, à l'appétit des grands pays, surtout de la France, à déterminer les politiques

extérieures de la Communauté, la coopération politique est resté longtemps floue et n'a pas trouvé le soutien nécessaire.

Lorsqu'on arrive aux années 1970, la coopération des Etats européens dans les affaires de politique extérieure a été organisée sur le thème de la Coopération Politique Européenne (CPE) conçue par le Rapport Davignon de l'année 1969. Les quatre conférences au sommet, fournissant quatre réponses au problème de l'unification politique, ont joué un rôle décisif dans le développement des pratiques de la coopération politique. Celles-ci résultant pour l'essentiel de deux rapports des Ministres des Affaires Etrangères : le premier, le rapport de Luxembourg commandé pour le sommet de La Haye, le second, le rapport de Copenhague, commandé pour le sommet de Paris de 1972. Les motifs de l'action commune devaient être précisés par la déclaration sur l'identité européenne adoptée lors du sommet de Copenhague en 1973. Bien que la CPE exclut expressément du domaine de la concertation les matières directement liées aux questions de sécurité et de défense, surtout pour sauvegarder le rôle de l'OTAN, la pratique des années soixante-dix se référa aux questions politiques et économiques de la sécurité et elle fut limitée pour ce qui est des questions d'ordre militaire. La CPE a été dirigée sans aucun fondement légal et simplement en fonction des rapports jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Acte Unique (AUE) en 1987 qui lui a conféré une base juridique claire et confirmait que la CPE comprend la politique de sécurité. De plus, l'AUE révisait les traités de Rome pour relancer l'intégration européenne et mener à terme la réalisation du marché intérieur. Il a modifié les règles de fonctionnement des institutions européennes et amplifié les compétences communautaires, notamment dans le domaine de la recherche et du développement, de l'environnement et de la politique extérieure commune. Aussi, il a été prévu que l'UEO, qui est resté dans l'ombre de l'OTAN durant la Guerre Froide, prenne un rôle plus actif dans la sécurité du continent comme pilier européen de l'OTAN. Après quelques années d'application de l'Acte Unique Européen, la propre dynamique du processus d'intégration européenne a mis en évidence, dans un contexte de transformation de la conception traditionnelle de la sécurité internationale, la nécessité de la part des États membres de la Communauté Européenne d'approfondir tout ce qui avait trait à la Politique Étrangère et de Sécurité.



Arrivé aux années 1990, une nouvelle période avait commencé suite à la dissolution de l'URSS. Ce changement avait aussi eu un effet sur les pays d'Europe, les poussant alors à faire des pas plus actifs et concrets. Cet important changement s'affirmait après les travaux effectués dans le cadre de l'OTAN au début des années 1990 afin d'établir une Identité Européenne de Sécurité et de Défense. Il a été question d'une nouvelle structure dans laquelle l'UEO serait responsable de la sécurité de l'Europe dans le cadre de la PESC, qui pourrait utiliser les ressources de l'OTAN si nécessaire. On a insisté aussi sur le fait que cette nouvelle structure ne rivaliserait jamais avec l'OTAN, au contraire, qu'elle fortifierait le pilier européen de l'Alliance Atlantique grâce aux fonctions dont serait chargée l'UEO. Il faut préciser cependant qu'à partir de cette date pendant que l'OTAN essayait de développer une identité européenne de sécurité et de défense (IESD) dans l'Alliance atlantique, l'UE, elle aussi essayait de former une politique européenne de sécurité et de défense (PESD) indépendamment des Etats-Unis et de l'OTAN.

Parallèlement, un effort d'intégration plus important a été réalisé en Février 1992 avec la signature du Traité de Maastricht. Ce traité a institué une structure fondée sur trois piliers dont la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) en serait le deuxième. Ce traité est le résultat d'éléments externes et internes. Sur le plan externe, l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la perspective de la réunification allemande ont conduit à l'engagement à renforcer la position internationale de la Communauté. Sur le plan interne, les États membres souhaitaient prolonger les progrès réalisés par l'Acte Unique Européen à travers d'autres réformes. Par rapport à la CPE, la PESC a apporté des innovations sur trois points fondamentaux: premièrement elle couvrait tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, deuxièmement elle attendait que les Etats membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions communes, et finalement un nouvel instrument juridique fut créé, en plus de la position commune : l'action commune, qui permet de mobiliser les moyens financiers de l'Union. Le Traité de Maastricht a aussi apporté les adaptations nécessaires à la fonction de l'UEO à travers un rôle opérationnel de l'UEO comme pilier européen de l'Alliance. Face à ces développements, définies par l'UEO en

juin 1992, les missions de Petersberg ont permis de transformer, au début des années 1990, les appareils de défense hérités de la Guerre Froide en forces de protection à l'extérieur, avec un spectre d'intervention assez large. Elles comprennent trois volets principaux: missions humanitaires et d'évacuation; missions de maintien de la paix; missions de force combattante pour la gestion de crise y compris les missions de rétablissement de la paix. Bien que l'UEO se soit chargée de nouvelles fonctions avec cette déclaration, elle était encore dépendante de l'OTAN car elle ne possédait pas de force militaire.

Signé en octobre 1997, le Traité d'Amsterdam a modifié le Traité sur l'Union européenne et aussi les traités instituant les communautés européennes. De plus, les missions de Petersberg de l'UEO ont été insérées dans le Traité d'Amsterdam introduisant toute une série d'améliorations pour le fonctionnement de la PESC. Tout d'abord, il a renforcé le rôle des actions communes et des positions communes créées par le Traité de Maastricht, en deuxième lieu, il prévoyait un nouvel instrument de politique étrangère en créant la stratégie commune et en dernier lieu, il instituait un Haut Représentant pour la PESC afin de donner une plus grande visibilité et une cohérence accrue à cette politique. On voit bien qu'avec le Traité d'Amsterdam plusieurs pas nouveaux furent effectués afin de résoudre les ambiguïtés du Traité de Maastricht. Même après Amsterdam, la question de la politique de sécurité commune demeurait problématique et les pays membres croyaient que la PESC serait réalisée seulement avec une force défensive. Jusqu'en 1998, on pensait que cette force défensive qui serait créée sous le nom de l'IESD allait fonctionner en tant que pilier européen de l'OTAN renforçant ainsi l'Alliance. Cependant, ce qui s'est passé à partir de cette date a suscité des changements dans le destin de l'IESD. L'incapacité des pays de l'UE à définir une politique commune face aux crises en ex-Yougoslavie et le fait que l'UEO ait pu jouer seulement un rôle économique ont bien montré la nécessité d'une initiative plus importante dans ce domaine.

Après l'échec de l'Union dans le conflit des Balkans, on a observé un changement d'attitude du Royaume-Uni au travers des questions de défense. Les Britanniques ont commencé à jouer un rôle plus efficace dans la construction européenne. En 1998, le chef du nouveau gouvernement Travailleiste, Tony Blair a accepté au sommet de

Pörschacht que l'Union se dote d'une capacité militaire ce qu'il avait refusé lors du sommet d'Amsterdam de Juin 1997. Le sommet franco-anglais de Saint-Malo qui eut lieu en décembre 1998 confirmait cette orientation et la déclaration bilatérale commune indiquait: L'Union doit avoir une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles, avec les moyens de les utiliser et en étant prête à le faire afin de répondre aux crises internationales. Donc, la déclaration franco-britannique de Saint-Malo, visait à une mise en œuvre rapide et complète des dispositions sur la PESD qui n'a pas été transfigurée par le Traité d'Amsterdam. D'un côté, en parlant d'une force militaire nationale et multinationale les pays de l'UE ont renié l'importance de l'OTAN, de l'autre côté, le changement terminologique concernant la structure de la sécurité de l'Europe, autrement dit le remplacement du terme identité par celui de politique, indiquait que la question de la sécurité et défense communes n'allait pas se limiter au cadre conceptuel. Mais peu après l'exercice théorique d'une force européenne déclaré à Saint-Malo, le conflit au Kosovo ajouta l'exercice pratique de cette force envisagée, démontrant l'incapacité d'action européenne dans leur arrière-cour et stigmatisant la différence de capacité militaire et technologique entre l'Europe et les Etats-Unis. Donc on peut dire que ça n'a pas pris beaucoup de temps pour le processus de Saint-Malo d'obtenir le soutien qu'ils souhaitaient par les pays européens afin d'accélérer l'évolution de la PESD.

Dans le Conseil européen de Cologne en 1999, on a défini les objectifs et les modalités institutionnelles de la PESD. Le Conseil Européen a confirmé l'objectif de préparer l'UE à mener des opérations de Petersberg et l'intention de reprendre à cette fin les fonctions de l'UEO. Les objectifs sont fixé en des termes voisins de ceux de la déclaration franco-britannique de Saint-Malo et en faisant référence à l'OTAN: L'Union doit disposer d'une capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédibles, avoir les moyens de décider d'y recourir et être prête à le faire, de réagir face aux crises internationaux, sans préjudice des actions entreprises par l'OTAN. La structure politique et administrative des opérations envisagées a été mise en question dans le Conseil européen d'Helsinki des 10-11 décembre 1999. Le Conseil d'Helsinki représentait le début de la mise en œuvre concrète de la PESD. On a établi la mise en place de trois structures préalablement intérimaires : un Comité politique et de sécurité intérimaire (COPSi), un organe militaire (OMI), formé par les

chefs d'Etats-majors nationaux, et une équipe d'experts militaires nationaux, pour la préparation d'un Etat major européen. Le Conseil définit aussi le *Headline Goal* ou Objectif global des capacités. Il indique qu'avant 2003, les Etats membres devront être capables de déployer en 60 jours une Force de réaction rapide de 60.000 unités qui puissent rester sur place pendant une année. Le Conseil a insisté aussi sur les compétences de l'OTAN, puis il s'agit de développer une capacité de décision autonome et, là où l'OTAN elle-même n'est pas engagée, de puissance lancer et conduire des opérations militaires sous la direction de l'UE, en réponse à des crises internationales.

La mise en pratique de la PESD est complétée par le Conseil Européen de Feira des 5-6 juin 2000, pendant lequel des dispositions concernant la gestion non-militaire des crises sont prises: les Etats membres sont invités à fournir avant 2003 sur une base volontaire 5000 policiers pour des missions internationales. En même temps, ils sont appelés à déployer 1000 policiers dans un délai de trente jours. En outre, d'après les décisions prises au Sommet, les Etats membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et les pays candidats à l'adhésion pourraient, s'ils le souhaiteraient, rejoindre les opérations dirigées par l'UE dans le cas où il nécessitait les moyens et les ressources de planification de l'OTAN. Cependant dans le cas où l'UE ferait fonctionner sa propre force militaire à la place de celle de l'OTAN, la participation aux opérations serait en fonction de l'invitation du Conseil. Le Traité de Nice, signé le 26 février 2001, fait avancer le processus déjà entamé par le Traité d'Amsterdam, visant à flexibiliser la PESC et la PESD mais n'apportant pas beaucoup de changements. Il représente un progrès, en matière de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, dans la mesure où il entérine une décision antérieure qui porte sur la création de trois structures permanentes, qui avaient été créées auparavant en tant que structures intérimaires. Il s'agit du Comité politique et de sécurité (COPS), du Comité militaire de l'Union européenne (CMUE) et de l'Etat major de l'Union européenne (EMUE), qui sont mis en place pour répondre à l'exigence d'avoir des structures appropriées pour que l'Union européenne puisse gérer ses ressources et prendre des décisions autonomes en matière de la PESD. Les pays européens soulignaient toutefois que le but de la PESD n'était pas de remplacer, mais bien de compléter l'OTAN pour ce faire, il fallait établir une relation efficace et permanente avec

l'OTAN. Donc, le Conseil européen de Nice a proposé un document à l'OTAN concernant les modalités de mise à disposition de ces moyens parce que sans avoir réglé les arrangements avec l'OTAN, l'UE n'était pas en mesure d'entreprendre des opérations plus exigeantes. Bien qu'on fût d'accord sur les arrangements en matière de coopération et de consultation, le sujet de l'accès de l'UE aux moyens et capacités de l'OTAN restait imprécis. La déclaration de Laeken de décembre 2001 est intervenue sans que ces accords aient pu être conclus. La PESD est proclamé opérationnelle suite au Conseil européen de Laeken où on a déclaré que l'Union était capable de mener des opérations de gestion de crises, telles que les opérations humanitaires civiles et les opérations militaires menées par une coalition avec un Etat leader. Une fois la PESD déclarée opérationnelle, de véritables missions européennes qui relèvent de la PESD sont lancées en Bosnie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, au Congo et plus récemment en Géorgie. Pendant ces opérations, l'Union européenne a l'occasion d'affirmer sa dimension globale dans des conflits qui se déroulent à l'extérieur de son territoire ou de sa périphérie la plus proche.

L'année suivante, en 2002, suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, l'Union élargissait au Conseil européen de Séville, les missions de la PESD à la lutte contre le terrorisme.

Les 12 et 13 décembre 2002, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se sont réunis au Conseil européen de Copenhague. Le Conseil européen a confirmé que l'Union était prête à assurer le plus tôt possible la relève de l'opération militaire dans l'ARYM, en consultation avec l'OTAN, et a invité les organes compétents de l'UE à mener à bien les travaux sur l'approche globale de l'opération, y compris la définition d'options militaires et de plans pertinents. Le Conseil européen a aussi indiqué que l'Union était disposée à mener une opération militaire en Bosnie à la suite de la SFOR. Plus tard, le 12 mars 2003, l'accord final «Berlin Plus» qui remonte au Conseil ministériel de l'OTAN de 1996 à Berlin et qui désigne l'accès de l'UE à la programmation et aux capacités de l'OTAN relatives aux opérations de gestion de crise, a été conclu. Cet accord permet à l'Union de disposer d'un accès aux

moyens de logistique et de planification de l'Alliance atlantique, y compris au niveau du renseignement.

Quand on compare la vision des principaux acteurs majeurs, on voit que, les Etats-Unis, comme chef de file de l'OTAN et protecteur, durant 50 ans, du Vieux continent, jouent un rôle fondamental dans la sécurité européenne. Pour eux, seule compte l'Alliance atlantique, où ils sont leaders et devrait avoir, selon eux, la primauté sur toute action européenne en matière de défense. Au fur et mesure de la construction de la PESD, Washington tend à considérer l'Union européenne comme une rivale, qui finirait par se doter de moyens militaires. Les Etats-Unis soutiennent la création de forces européennes efficaces et disponibles, permettant à Washington de ne pas intervenir dans des crises qu'ils ne voudraient pas gérer, mais opposent un non entêté à l'émergence d'une Europe stratégique autonome. Après le Conseil européen de Cologne, en juin 1999, qui voit la création formelle de la PESD, la formule des « trois D » allait devenir la doctrine de l'administration américaine sur la primauté de l'OTAN : pas de découplage entre les Etats-Unis et l'Europe ; pas de discrimination à l'égard des alliés européens non membres de l'Union; pas de duplication inutile.

La France, adopte, en matière de défense, une position résolument pro-européenne, voulant faire de l'Union une véritable puissance militaire et elle cherche à dissocier l'UE de l'OTAN, en voulant instaurer une autonomie de décision européenne, ou du moins réduire au minimum les consultations avec l'Alliance. La France s'est retrouvée seule lorsqu'elle tentait de mener une politique dirigée contre l'Alliance, l'Allemagne accordant dans sa politique étrangère le primat au lien transatlantique. Alors que Berlin condamnait toute initiative menant à un découplage avec les Etats-Unis, elle s'est alors ralliée aux positions françaises. La Grande-Bretagne, durant un demi-siècle, s'est refusée à envisager l'idée même de mettre en place des forces européennes autonomes. Certains pays neutres, comme l'Irlande et la Suède, appuient la position britannique, ne voulant pas que la politique européenne de défense apparaisse assujettie à une politique communautaire. La guerre dans les Balkans et le terrible retard technologique de l'Europe ont pourtant poussé Londres à opérer un tournant, en 1998 et elle se déclare alors favorable à l'émergence d'une capacité militaire européenne hors OTAN. L'Alliance atlantique agissant autant de l'extérieur de l'UE,

par les pressions américaines, que de l'intérieur de l'UE, par les décisions de ses membres, influence indéniablement l'évolution et la définition de la PESD. En raison de la fragilité des coalitions d'intérêts, elle agit comme un facteur qui freine l'intégration de la PESD. Se définissant davantage en complémentarité avec l'OTAN, le projet de la défense européenne perd en autonomie pourtant nécessaire à son intégration.

## II- DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE (PESD): LE DILEMME TRANSATLANTIQUE

### CHAPITRE I : LES POINTS DE RUPTURE DU LIEN TRANSATLANTIQUE

*« Il est temps de cesser de faire semblant de croire que les Européens et les Américains partagent une vision commune du monde, ou même qu'ils vivent dans le même monde. Sur la question fondamentale du pouvoir - de l'efficacité du pouvoir, de l'éthique du pouvoir, de l'attrait du pouvoir -, les approches américaines et européennes divergent. L'Europe tourne le dos au pouvoir ou, pour le dire autrement, elle dépasse le pouvoir pour s'inscrire dans un monde autonome de lois et de règlements, de négociations et de coopérations transnationales. Elle pénètre aujourd'hui dans un paradis post historique de paix et de prospérité relative, qui correspond à la « paix perpétuelle » de Kant. Les États-Unis, eux, restent empêtrés dans l'histoire, exerçant la puissance dans le monde anarchique de Hobbes, où l'on ne peut se fier au droit international et où la véritable sécurité, la défense et la propagation d'un ordre libéral restent tributaires de la possession et de l'usage de la force militaire. C'est pourquoi, sur les grandes questions stratégiques et internationales actuelles, les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus : ils ne s'entendent que sur peu de points et se comprennent de moins en moins. Et cet état de choses n'est pas passager - il n'est dû ni à une élection américaine ni à quelque catastrophe. Les raisons de la scission transatlantique sont profondes, anciennes et sans doute durables. Lorsqu'il s'agit de fixer des priorités nationales, d'identifier les menaces, de définir les défis à relever et d'élaborer et mettre en œuvre une politique étrangère et une stratégie de défense, les États-Unis et l'Europe empruntent des voies différentes. ».*

**Robert Kagan**

Bien que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe soient caractérisées par une tradition forte d'alliance qui semble unir les deux rives de l'Atlantique, il faut admettre



qu'ils se comportent de manières différentes face à la puissance, à la force militaire et à la souveraineté. La thèse d'un fossé croissant entre les États-Unis et l'Europe sur les plans militaires et stratégiques est répétée avec tellement d'insistance depuis la fin des années quatre-vingt-dix que l'hypothèse d'un écart irrémédiable est aujourd'hui acceptée sans autre forme de procès par un grand nombre d'analystes, récemment encore, dans leur appel pour le renouveau du partenariat transatlantique. En particulier, pendant la guerre en Afghanistan et en Irak, ces différences sont devenues si évidentes que, diverses spéculations ont été faites sur les relations euro-américaines. Mais aucune d'entre elles n'avait le style et la perspective de Robert Kagan.

Dans son article, *Power and Weakness*, il met en exergue le divorce entre les visions du monde des Européens et des Américains, et l'explique par le différentiel des forces qui sépare les États-Unis d'Amérique de l'Europe. Selon lui, la vision politique des pays de l'Union découle de leur faiblesse, alors que celle des États-Unis découle de leur puissance et de leurs responsabilités mondiales. A cause de la différence de vision entre eux, le fossé économique, militaire et politique ne cesse de se creuser et donc l'avenir de l'Alliance transatlantique est remise en question.

Oui, par rapport aux États-Unis, l'Europe manque de capacités à utiliser sa puissance militaire et sa base technologique est inférieure. De plus, ses forces ne sont pas équivalentes avec celles des États-Unis et ses doctrines militaires sont de plus en plus divergentes. Les États-Unis ont concrètement testé leurs nouveaux concepts de guerre en Afghanistan et en Irak pendant que l'Europe manque d'une vision commune de nouvelles méthodes d'utilisation de la puissance militaire. Pour des raisons culturelles, politiques et budgétaires, il apparaît que l'Europe ne pourrait pas combler ce fossé avant une décennie.

Alors, est-ce que c'est juste de dire que l'Alliance transatlantique est sur le point de se désintégrer, ou, est-ce qu'il y a une autre alternative pour la continuité de l'Alliance ? Pour pouvoir y répondre, il faut analyser les deux côtés de l'Atlantique à travers les trois dimensions principales du problème : politique, militaire et économique.

## **A- Dimension Politique**

Pendant la Guerre Froide, pour les Etats-Unis et l'Europe, la menace la plus importante à leur paix et leur sécurité était l'expansion de l'Union soviétique. Cette menace commune a permis au partenariat transatlantique de rester fort pendant près de cinquante ans. Mais encore, il n'y avait pas toujours d'harmonie pendant l'histoire de l'Alliance. Même, durant la Guerre Froide, il y avait plusieurs malentendus transatlantiques entre les alliés comme; la crise de Suez dans les années 1950, la guerre du Vietnam dans les années 1960, la guerre du Kippour, les crises énergétiques dans les années 1970 et la crise des euromissiles dans les années 1980. Les gouvernements européens n'ont pas toujours été tous unanimes sur ces problèmes. De manière générale, les Britanniques ont été plus proches des Etats-Unis, tandis que les Français ont eu plus de difficultés avec certaines positions américaines, à tel point que la France a d'ailleurs quitté la structure militaire de l'OTAN en 1966 à cause de divergences avec les Etats-Unis quant au rôle du désarmement nucléaire et du recours à la force. Quant aux Allemands et aux pays plus petits, ils se sont habituellement rangés quelque part entre les positions respectives de la France et de la Grande-Bretagne.

Dans la première décennie qui a suivi la fin de la Guerre Froide, il est apparu que les Etats-Unis et l'Europe avaient des vues différentes sur les principaux problèmes de sécurité concernant l'Occident, ainsi que sur la manière de les traiter. Les Etats-Unis pensaient que ces problèmes proviendraient des Etats-voyous, c'est-à-dire l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Libye, Cuba et la Corée du Nord et, afin d'y remédier, ont développé une stratégie de double endiguement régional et maintenu un budget élevé de dépenses militaires. Ainsi, pendant les années 1990, les dépenses des Etats-Unis pour la défense se sont élevées, en termes réels, à 85 % de leur niveau de la Guerre Froide. Dans ces conditions, les Etats-Unis s'arrogent le rôle de gendarme du monde, non légitimé par la communauté internationale.

En revanche, l'Union européenne n'a jamais eu les moyens de son ambition politique par défaut de moyens militaires crédibles et du fait de ses propres divergences intra-européennes. Afin d'éliminer ses divergences et d'ajouter une dimension politique à son rôle international en tant que grande puissance commerciale et

économique, les pays de l'Union essaient d'améliorer le fonctionnement de la PESC. Cependant, il reste un long chemin à parcourir avant que cette dimension politique n'apparaisse clairement. Malgré leur volonté affichée de mener à bien la politique étrangère et de sécurité commune, les gouvernements des États membres éprouvent parfois des difficultés à adapter, au nom de la solidarité communautaire, leur propre politique nationale à l'égard d'un pays ou d'une région particulière. C'est pour cette raison que lorsque l'on étudie les relations entre les États-Unis et l'Europe, on ne peut pas parler du continent européen comme une entité une et entière, les États d'Europe doivent être caractérisés par des prises de positions contre les politiques américaines. La guerre en Irak est un bon exemple de cela. On a été témoin du degré de division politique au sein de l'Union Européenne pendant cette guerre face aux politiques unilatérales des États-Unis. Les pays de l'Union n'ont pas pu déterminer une stratégie commune pendant la guerre, ils ont tous adopté des attitudes différentes. Pendant que la Grande-Bretagne, allié traditionnel des États-Unis, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, le Danemark, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont soutenu et ont contribué à la guerre de États-Unis, selon l'expression du Secrétaire d'Etat à la Défense américain, D. Rumsfeld ; la vieille Europe, la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Grèce étaient contre la guerre.

Malgré les avancées dans l'Europe de la défense, encore aujourd'hui les membres de l'Union européenne ont des préférences et des priorités politiques différentes. Par exemple, alors que l'Allemagne souligne l'importance qu'elle attache à l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, les priorités de la politique étrangère de la France et de l'Espagne se portent sur le sud de l'Europe et en particulier sur le bassin méditerranéen. On peut donner plusieurs exemples pour les autres États membres et pour les autres régions comme les orientations atlantiques du Royaume Uni et de plusieurs petits pays. D'autres points importants sont que les pays européens restent indécis sur le modèle européen à affirmer. La France défend un modèle d'Europe puissance qui puisse à terme rivaliser avec la puissance américaine, dotée d'une diplomatie forte et qui parle d'une seule voix. Cependant cette conception se heurte à la vision atlantiste de grands États-membres, l'Allemagne, La Grande-Bretagne, l'Italie. De même les nouveaux arrivants sont attachés à une vision souple du système européen. L'Europe ne peut trouver un consensus parmi ses États donc il n'est pas

possible de faire face à la politique américaine. Donc comme nous avons déjà mentionné, le terme « Europe » est délibérément imprécis parce qu'il n'existe aucune entité politique en Europe qui pourrait négocier une association transatlantique en tant qu'acteur international.

## **B- Dimension Militaire**

*« Le fossé qui ne cesse de se creuser entre les capacités militaires américaines et européennes rend plus difficiles la coopération et l'interopérabilité en matière de défense transatlantique. »*

**M a d e l e i n e**

### **Albright**

Le fossé entre les capacités militaires américaine et européenne est accepté comme un problème par les chefs d'Etats de deux côtés de l'Atlantique. Les Américains prétendent que le fossé grandissant qui repose sur les stratégies contradictoires entre les Etats-Unis et l'Europe, met des barrières à l'interopérabilité et aussi s'accusent mutuellement de partage inégal du fardeau. Cette situation oblige les Etats-Unis à poursuivre une politique étrangère plus unilatérale. Du point de vue européen, le fossé entre leur puissance est hors de propos dans la mesure où la menace sur la sécurité est faible. Même si combler le fossé, en soi, est désirable, les dirigeants européens, dans leur ensemble, ne semblent pas motivés à engager des dépenses de défense comparables à celles des Etats-Unis.

Le fossé entre les capacités militaires des alliés transatlantique est un phénomène qui s'est développé durant la Guerre Froide. Pendant cette période, les Européens ont compté sur l'appui des Etats-Unis pour approvisionner leur défense collective. La présence militaire des Etats-Unis en Europe persistait, les Européens n'ont jamais entrepris un réel effort en matière de défense européenne. L'Europe pourrait grandir en termes de sécurité, de défense et de puissance, de contrôle de sa propre sécurité, seulement une fois les Etats-Unis parti.

Bien que la chute de l'Union soviétique donnait lieu à la redéfinition de l'engagement des Etats-Unis à l'égard de l'Europe, les budgets de défense moyenne des pays européens tournèrent à moins de 2% de PIB tout au long des années 1990. Mais du côté des Etats-Unis, la chute du bloc soviétique les avaient laissés comme seul compétiteur dans leur niveau de dépenses, l'effort budgétaire américain a non seulement fluctué dans le temps mais il a également varié en intensité. Par conséquent, tandis que le budget militaire des Etats-Unis est resté approximativement à un niveau de Guerre Froide, les gouvernements européens ont laissé chuter leurs dépenses dans ce secteur à la fin des années 1990. A l'époque, le budget de la défense aux Etats-Unis représentait environ le double des budgets de tous les gouvernements européens réunis.

La fin de la Guerre Froide a conduit à l'uni polarité, à un monde centré sur les Etats-Unis, dans lequel ces derniers étaient libres d'intervenir où et quand ils voulaient. Cette nouvelle période et ses conséquences a vu la multiplication des interventions militaires à l'étranger débutant dès la première administration Bush avec l'invasion du Panama en 1992, la Guerre du Golfe en 1991 et l'intervention humanitaire en Somalie en 1992, et se poursuivant, sous Clinton, avec les interventions en Haïti, en Bosnie et au Kosovo.

Donc, les années 90 ont révélé le fossé militaire dans toutes les opérations principales où les Etats-Unis et ses alliés européens ont été engagés. *Operation Desert Storm* (1991) était la première opération principale qui a mis à jour l'existence du fossé en évidence. Les Etats-Unis ont démontré leur capacité supérieure, vis à vis de leurs alliées pendant cette guerre. Ensuite, *Operation Deliberate Force* (1995) en Bosnie et *Operation Allied Force* (1999) au Kosovo ont prouvé que le fossé s'était élargi et qu'il avait un impact nuisible sur les opérations transatlantique. Pendant que la profondeur du fossé devenait apparente, lors de *Operation Allied Force*, les alliés européens ont réalisé combien ils étaient dépendants de la puissance américaine. Cette prise de conscience a mené les Etats européens à renforcer leur Politique de Sécurité et de Défense.

Quand on compare les dépenses militaires des Etats-Unis à celles des trois plus grands pays européens, telles que mesurées par l'OTAN, depuis 1960, on constate que leurs allures générales diffèrent notablement. D'un côté, les budgets français et allemand ont une croissance qui culmine avec la fin de la Guerre Froide, suivie d'une baisse. Pour ces deux pays, le minimum de dépenses se situe en 1960, et les maximums, respectivement en 1991 et 1990. A l'opposé, les dépenses américaines sont marquées par des cycles très prononcés : premier cycle (1960-1964) avec la crise de Berlin (pic en 1962, après la construction du mur en 1961) ; puis le second cycle (1965-1976), marqué par la guerre du Vietnam (pic en 1968) ; le troisième cycle (1977-1998) autour de l'initiative de défense stratégique et de la guerre Iran-Irak (pic en 1986) ; quatrième cycle (qui démarre en 1999) dans la période de superpuissance solitaire des Etats-Unis. Le minimum des dépenses américaines est réalisé en 1976, et le maximum en 1968.

En outre la crise économique du début des années 90 produit une récession dans tous les pays européens. La nécessité de s'adapter à des économies budgétaires et la perception du nouvel environnement géostratégique provoquent une chute nette des dépenses pour la défense. Dans le domaine budgétaire la limite la plus évidente réside dans le fait que les dépenses pour la défense sont toujours gérées au niveau national. La tendance des Etats européens depuis la fin de la Guerre Froide est de baisser ces dépenses. Ayant différentes perceptions, concepts et objectifs, l'Europe a des priorités budgétaires différentes. Depuis la fin de la Guerre Froide, aucune menace significative contre les intérêts et la sécurité de l'Europe n'existait. Donc les budgets de la défense dans l'ensemble de l'Europe ont diminué et les Etats européens ont choisi de financer les programmes sociaux et la réforme économique au lieu des dépenses de défense et de sécurité.

Quand arrivent les années 2000, on voit que l'écart entre le budget militaire des Etats-Unis et de l'Europe s'est élargi. Le budget de la défense américain s'élève pour 2003 à 380 milliards de dollars, soit trois fois l'ensemble des budgets européens, et devrait atteindre en 2007, 480 milliards de dollars. Cela nous montre que rien ne peut changer leur réputation mondiale. Comparativement, le marché européen paraît particulièrement étroit et morcelé. Globalement, les budgets de la défense européenne

sont en baisse depuis une dizaine d'années. Seuls, le Royaume-Uni et la France affichent des choix budgétaires plus ambitieux, les Britanniques depuis 1998, les Français depuis 2002.

Les budgets que les États membres affectent à la recherche et au développement dans ce secteur restent cinq fois moins élevés que ceux des États-Unis. En fait, pendant que les Etats européens affectent 10 milliards d'euros par an, les Etats-Unis affectent 54 milliards d'euros. En effet, les dépenses de recherche et de développement dans le domaine de la défense sont restées inchangées en Europe au cours des dix dernières années, quand elles n'ont pas diminué. Bien que la politique de l'Europe en matière d'équipements militaires n'ait pas vocation à copier celle des États-Unis, il est manifeste que ces disparités importantes constituent un obstacle de taille à l'interopérabilité nécessaire des ressources militaires alliées dans tout théâtre d'opérations. Ce fossé est encore accentué par le degré élevé de fragmentation et de compartimentation de la recherche européenne sur la sécurité. Actuellement, il n'existe pas d'approche cohérente de la recherche sur la défense au niveau de l'Union. La coopération limitée entre les États membres et l'absence de coordination effective des efforts européens suscite des problèmes supplémentaires au regard de l'interopérabilité et de la rentabilité des programmes de sécurité.

Quand on compare les dépenses militaires des États-Unis et des trois plus grands pays européens, telles que mesurées par l'OTAN, on constate que les dépenses américaines sont marquées par des cycles très prononcés, une variation budgétaire qui ne correspond pas à la dynamique européenne où les fluctuations sont beaucoup plus faibles. Ces différences d'évolution expliquent l'allure particulière du rapport Etats-Unis / Europe et l'illusion que provoque l'actuel cycle de croissance aux États-Unis. De même, l'idée reçue suivant laquelle la part du PIB consacrée à la défense aurait décliné plus vite dans les pays européens ne trouve pas de confirmation dans les chiffres. La diminution est bien incontestable puisque la France et le Royaume-Uni sont actuellement à un niveau d'environ 2.5% du PIB et l'Allemagne à 1.5, mais les Etats-Unis, au même moment, sont à 3,2 % du PIB alors que, jusqu'au début des années soixante, cette proportion se chiffrait entre 8 et 10% du PIB et était encore supérieure à 6% en 1988. Les dépenses militaires par habitant ont la même

allure : la décroissance est plus marquée pour les Etats-Unis que pour les pays européens, même si le volume absolu est plus élevé (de 1 à 1.5 ou de 1 à 2 entre la France et les Etats-Unis, suivant les sources).

De plus, la comparaison entre les dépenses de défense des Etats-Unis et celles des pays européens n'est pas strictement homogène, puisque les pays européens ne sont pas une structure unifiée. Il y a donc des duplications, des hétérogénéités, des manques de coordination dans leurs investissements militaires. Les Etats européens sont désormais conscients qu'ils doivent développer une coopération en vue d'établir une politique européenne d'armements, qui gère les acquisitions, la recherche et le marché de l'armement.

### **C- Dimension Economique**

L'environnement dans lequel les instruments de politique économique évoluent et s'exercent, s'est profondément modifié depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le principal facteur de changement est celui de l'intégration des économies. Il est possible de mesurer l'ampleur des modifications du contexte économique international en décrivant les interdépendances structurelles entre les économies désormais intégrées. Les contraintes pesant sur la politique conjoncturelle, nées de cette intégration, s'ajoutent à celles émanant des règles et normes communautaires, inhérentes à la création de l'Union Economique et Monétaire européenne.

Pendant de nombreuses années les Etats-Unis ont fortement encouragé l'intégration économique européenne. La formation d'une Europe économiquement unifiée a servi des intérêts économiques américains en accélérant la croissance économique européenne qui a ouvert des opportunités commerciales et d'investissement pour les États-Unis. Les relations économiques entre les Américains et l'Union existent dans le cadre de trois facteurs : économie, politique et sécurité. Certains de ces facteurs ont



renforcé les relations économiques, pendant que d'autres ont créé des tensions qui ont menacé la pérennité du partenariat.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble des nations occidentales expriment la volonté de rétablir l'efficacité économique grâce à la réalisation d'un grand marché, pour permettre à l'Europe de jouer à nouveau un rôle dans les affaires mondiales. À cette fin, les États européens acceptent l'aide américaine avec le plan Marshall et doivent en contrepartie accepter de coordonner leur plan de reconstruction nationale, en signant un pacte bilatéral avec les États-Unis. Suite à ce plan de reconstruction, l'Europe se redressa assez vite, vu son infrastructure industrielle et économique qui existait déjà. Il n'y avait bientôt plus d'obstacle devant la création de la CEE. Les pays de l'Union Européenne, en 1993, arrivaient à affirmer leur poids économique, grâce au lancement de l'Union économique et monétaire avec la création d'une monnaie commune à douze États membres, l'euro, et la mise en place de dispositifs de coordination des politiques économiques et budgétaires des États membres. Le lancement de l'euro a offert un nouvel ordre économique international bipolaire qui pourrait contrebalancer l'hégémonie de l'Amérique qui règne depuis la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'UE à 27 membres constitue désormais un espace économique et les économies américaines et européennes sont fortement interdépendantes. L'importance des liens commerciaux, d'investissement et d'emploi ne peut guère être sous-estimée. On peut même parler d'une intégration factuelle de certaines branches de l'économie transatlantique ; les investissements directs et l'intégration des entreprises engendrent entre autre une forte interdépendance sur le marché de l'emploi, simplement par l'importance du nombre d'emplois qui dépendent des entreprises étrangères. Reste à dire que le poids des deux côtés sur l'économie internationale et sur le commerce mondial est énorme : les économies transatlantiques pèsent autant que le reste du monde (57% du PNB mondial, 24% des exportations mondiales, 31% des importations et 62% des investissements directs). Pourtant, du point de vue politique, la situation reste plus délicate, et aujourd'hui nous assistons au paradoxe d'une union économique géante et celle d'une politique lilliputienne. Ainsi, pour citer quelques données économiques, l'Union européenne est la deuxième puissance économique et

la première puissance commerciale du monde, avec un quart du Produit intérieur brut (PIB) mondial et avec plus de 20% des exportations mondiales, par rapport au 16% des Etats-Unis et au 12% du Japon. L'influence de l'UE n'est pas non plus négligeable dans les affaires monétaires.

Le partenariat transatlantique, fondé sur des valeurs partagées irremplaçables et indivisibles, est le plus grand partenariat bilatéral du monde et il continue de se développer grâce aux diverses activités commerciales et financières. Le partenariat transatlantique euro-américain domine l'économie mondiale grâce au volume de leur économie intégrée. La population combinée des États-Unis et des membres de l'Union, 650 millions de personnes produisent un Produit intérieur brut combiné (le PIB) équivalent à 57 % du PIB mondial. De plus, les comptes commerciaux combinés des États-Unis et l'Union est égal à la moitié du commerce mondial.

Il faut tenir compte du haut degré d'interdépendance qui constitue la règle plutôt que l'exception entre les deux parties. En effet, les derniers chiffres nous révèlent que le commerce transatlantique vient d'atteindre le niveau record de 2.5 trillions de dollars ; les investissements américains en Europe valent plus de 850 milliards de dollars et les investissements européennes aux États-Unis, plus de 1 trillion de dollars (l'Europe détient 65% des investissements étrangers dans ce pays). Les compagnies européennes emploient 4.2 millions de personnes sur le territoire américain, tandis que les compagnies américaines ont 3.2 millions d'employés en Europe. Les PNB combinés de l'Union européenne et des États-Unis valent 60% du PNB mondial. Ainsi, comme l'indique l'Ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne, « malgré l'émergence de nouvelles puissances économiques comme la Chine et l'Inde, l'Amérique du Nord et l'Europe constitueront, pour la future génération, le noyau de l'économie globale ».

## **CHAPITRE II : DEBAT SUR L'ALLIANCE TRANSATLANTIQUE**

### **A- Impact de la guerre en Irak sur le partenariat transatlantique**

*« ...de nouveaux dangers mortels ont émergé en provenance d'Etats voyous et de terroristes. Aucune de ces menaces contemporaines ne peut rivaliser avec la simple puissance de destruction que l'Union soviétique avait développée contre nous. Cependant, la nature et les motivations de ces nouveaux adversaires, leur détermination à obtenir des puissances destructrices jusqu'ici accessibles uniquement aux Etats les plus forts et la probabilité accrue qu'ils utiliseront des armes de destruction massive contre nous rendent l'environnement sécuritaire actuel plus complexe et **plus dangereux.** »*

**George W. Bush**

La fin de la Guerre Froide a engendré une autre transformation importante qu'était la naissance du terrorisme global. L'expansion du processus de globalisation au-delà des frontières américaines a démontré que ce processus, dont on pensait qu'il apporterait la paix mondiale et la prospérité économique, faisait également aggraver les problèmes de la faim, de la pauvreté, du chômage et du partage des ressources. Dans cette période, les ressortissants des pays pauvres où le système démocratique ne fonctionnait pas et où régnaient les régimes autoritaires, ont choisi de réagir par des actes terroristes. Les attaques terroristes visant les Etats-Unis considérées comme les responsables de l'injustice globale, se sont multipliées à partir de 1990 et ont atteint leur apogée dans les attentats du 11 Septembre 2001. Non seulement les conséquences de la globalisation mais aussi le conflit israélo-palestinien et le soutien apparent des Etats-Unis envers Israël, étaient les causes qu'ont déclenché les attentats. Pour la première fois, depuis l'attaque de Pearl Harbour, les Etats-Unis ont été l'objet d'une attaque violente sur leur territoire, qui provoqua des milliers de morts. Après ces attaques, grâce à la confiance accrue à l'égard de leur force militaire, les Etats-Unis ont commencé à pratiquer des politiques plus unilatéralistes, causant des désaccords graves avec leurs alliés européens.

L'administration Bush condamna les attentats et lança une lutte sans merci contre le terrorisme, qui devient désormais un des éléments fondamentaux de sa politique extérieure. Il s'agit de combattre les terroristes, mais aussi les Etats qui les appuient au niveau financier ou logistique. C'est dans cet esprit que les Etats-Unis entament une guerre contre l'Afghanistan, qui abrite et soutient les terroristes, et notamment

Oussama Bin Laden, leader d'Al Qaeda, la cellule terroriste qui est accusée d'être responsable des attentats du 11 septembre. Les Etats-Unis justifient leur intervention, en utilisant le paradigme de la légitime défense, sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Pendant la guerre, la tendance des Etats-Unis était d'agir seuls, sans demander le soutien de l'OTAN. Il est vrai que l'article V du Traité de l'Atlantique du Nord est évoqué tout de suite par les autorités de l'OTAN, qui qualifient la situation de légitime défense collective et qui sont prêtes à agir solidairement avec les Etats-Unis. Pourtant, Bush mène la guerre en dehors de l'Alliance Atlantique et il choisit donc de ne pas baser leur intervention militaire sur l'article V du Traité. Les Américains visaient plutôt une contribution ad hoc de la part de leurs alliés les plus proches, sur leur demande, parce que la guerre des Balkans avait mis en pleine lumière l'infériorité européenne en matière de technique militaire et la faiblesse de leur capacité à mener une guerre moderne. Les Etats-Unis ont choisi de ne pas s'occuper des mêmes problèmes donc ils ont donné une réplique unilatérale à cette nouvelle crise internationale, en essayant de la nuancer à travers la demande bilatérale d'aide logistique et dans le cadre de l'assistance humanitaire.

Ainsi, pendant que l'action américaine en Afghanistan a connu un large soutien international, la guerre en Irak a tout changé complètement. Le Président George W. Bush s'est emparé du concept de préemption afin de justifier les attaques des terroristes potentiels avant qu'ils ne frappent. En utilisant le concept de préemption en 20 mars 2003, l'entrée en Irak des forces de la coalition provoquait une véritable crise internationale. Dans ce contexte le point le plus important a été la confusion délibérée de la part de l'administration Bush de deux concepts : la préemption, visant un danger d'attaque immédiate, et la prévention, visant un danger à long terme. Il a engendré de nombreuses questions et remises en cause, que ce soit au niveau de la pertinence du concept de guerre préventive ou de la possibilité pour certaines des nations les plus puissantes de la planète de déclencher des opérations sans l'accord de l'ONU et des grandes instances internationales. On a constaté qu'au milieu du siècle dernier, les pays s'étaient mis d'accord pour codifier les règles de la guerre afin de prévenir les conflits. Bien, mais que veut dire la prévention et la préemption du conflit ?

La prévention du conflit est une approche globale visant à empêcher l'émergence de la violence de masse et comportant des composants tant structurels qu'opérationnels. Elle peut être divisée en prévention structurelle et en prévention opérationnelle. La prévention structurelle traite des causes à long terme de la violence de masse, telle que la combinaison de la privation et de la discrimination; la prévention opérationnelle considère les moyens d'empêcher la violence de masse imminente. Les outils de la prévention structurelle comprennent l'aide et l'éducation; ceux de la prévention opérationnelle comprennent l'action diplomatique, les mesures économiques et la force militaire. La préemption du conflit, de toute façon, diffère de la prévention du conflit et des frappes préventives. Comme nous l'avons expliqué précédemment, la prévention du conflit est une approche globale visant à empêcher l'émergence de la violence de masse et comporte des composants tant structurels qu'opérationnels. Les frappes préventives sont limitées dans le temps et l'espace et utilisent des atouts militaires afin de détruire une installation ou une capacité d'attaque. La préemption n'utilise les atouts militaires que dans le but d'arrêter l'accumulation de moyens qui pourraient constituer une menace stratégique. Selon ses défenseurs, la dissuasion ne sera pas efficace. Donc on peut dire que l'Administration Bush s'est emparée du concept et l'a rehaussé dans la Stratégie nationale de sécurité afin de justifier les attaques des terroristes potentiels avant qu'ils ne frappent.

La guerre en Irak était un tournant pour les relations transatlantiques. Il montrait toutes les différences qui sont survenues pendant les quinze dernières années entre les Etats-Unis et leurs alliés européens comme les visions différentes sur l'ordre de la période post-Guerre Froide et les approches différentes sur le système de sécurité du monde. Les États-Unis et peu d'Etats européens ont soutenu la guerre pendant que la plupart de pays européens étaient contre la guerre. Comme le conflit sur l'Irak progressait, les questions sur l'avenir des relations transatlantiques ont été soulevées de nouveau. Est-ce que c'est possible pour la communauté transatlantique de rester inchangé après la guerre en Irak ? Est-ce que de nouvelles solutions préserveront les liens euro-américains ? Est-ce que c'est vraiment nécessaire de préserver cette coopération pour les alliés transatlantiques ? Avant de répondre ces questions, nous allons aborder certains événements politiques internationaux précédant la guerre en Irak qui ont déterminé la position des pays européens et leurs dirigeants. Nous allons

démontrer l'impact des divisions qui sont nées à la fois au sein du Conseil de sécurité, mais aussi entre eux-mêmes.

## **B- La réponse de l'Union européenne aux attentats du 11 Septembre et à la guerre d'Irak**

Même si les attentats du 11 septembre ont momentanément rapproché l'Europe et les Etats-Unis, en rappelant aux citoyens des deux continents leur héritage et leurs valeurs communs, la guerre contre le terrorisme qui en a résulté a exercé une pression considérable sur cette relation. Elle a aussi mis en lumière les différences qui divisent ces deux entités en termes d'approches aux problèmes internationaux. Afin de démontrer ces différences qui divisent les deux rives de l'Atlantique, nous allons aborder les problèmes qui sont apparus à la fois au sein du Conseil de sécurité, et aussi parmi les principaux pays de l'Union.

Premièrement, suite à la déclaration commune franco-allemande lors de l'anniversaire du Traité de l'Elysée en janvier 2003 qui s'opposait à l'usage de force en Irak, le 30 janvier 2003, les dirigeants de huit pays d'Europe ont publié et signé une lettre. Dans cette lettre, les pays participants appelaient à l'unité avec les Etats-Unis face à l'Irak. Le texte de cette lettre met principalement en avant la nécessité d'une unité entre Européens et Américains, il rappelant les valeurs communes partagées par ces pays ainsi que leur coopération permanente. Il a aussi assimilé le gouvernement irakien de l'époque aux mouvements terroristes qui ont été les auteurs des attentats du 11 septembre 2001. La France n'a pas tardé à répondre les à ces pays qui avaient décidé de se ranger derrière les Etats-Unis sous prétexte qu'il était temps de sévir contre Saddam. En effet, quelques jours plus tard, la réponse de la France fut formulée par Dominique de Villepin, Ministre des Affaires étrangères, qui a refusé d'opposer une Europe contre une autre et a aussi affirmé que la lettre des huit dirigeants européens soutenant la politique de George W. Bush était une contribution au débat.

La Lettre des Huit, fut suivie quelques semaines plus tard de celle des Dix. Dans cette lettre les dix membres du Groupe de Vilnius, tous anciens pays communistes et futurs membres de l'Union, ont déclaré qu'ils soutenaient la politique irakienne des Etats-Unis. Par cette déclaration, ils ont évidemment montré qu'ils apportaient leur aval aux Etats-Unis. De plus, ils appelaient également le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les mesures nécessaires afin de faire en sorte que l'Irak ne soit plus une menace.

Lorsque ces deux textes ont été publiés, les réactions et les désaccords, n'ont pas tardé à se faire sentir. A savoir que, le Premier Ministre Hongrois aurait paraphé la lettre des huit lors d'un voyage hors de son pays et de plus les gouvernements, tels que ceux de la Roumanie, de la Bulgarie, ou encore, de la Slovénie ont été divisés par la Déclaration de Vilnius. On peut donc dire qu'au lieu de mener les Européens à une vision commune du conflit, ces textes sont devenus les symboles d'une profonde fracture entre les pays de l'Union Européenne. La raison est la présence anciennes « nations captives » de la Guerre Froide qui, libérées du joug soviétique, se rallient aujourd'hui sans condition auprès des Etats-Unis.

En deuxième lieu, l'intervention de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité, était l'une des plus importantes déclarations des opposants au conflit en Irak. A savoir que, lors de la réunion du Conseil, le 14 février 2003, après l'exposé des inspecteurs de l'ONU en Irak, Dominique de Villepin a pris la parole afin de mettre en avant la position de la France. Ses propos ont mis en relief deux conceptions du désarmement et deux visions du monde ou de l'ordre international. Ainsi, la vision américaine reposait sur la doctrine de la guerre préventive, l'unilatéralisme et l'inefficacité des inspections. Celle de la France s'articule autour de la sécurité collective, du multilatéralisme et de l'efficacité des inspections qui peuvent être renforcées. Derrière ces deux discours se dessinent deux visions du monde : celle de l'unipolarité défendue par les Etats-Unis, celle de la multipolarité incarnée par la France et certains membres de l'Union européenne, appuyée par la Chine et la Russie. De plus, Villepin, a aussi affirmé à nouveau que la France n'appréciait pas plus que ses partenaires, la présence du régime de Saddam Hussein à Bagdad et il est revenu sur la résolution 1441 et son

contenu. Cette intervention a permis de mieux comprendre la vision de la plupart des Etats ayant refusé la politique des Etats-Unis et de leurs alliés.

En troisième lieu, le Projet de résolution sur l'Irak, qui a été soumis au Conseil de sécurité de l'OTAN par les Etats-Unis, l'Espagne et le Royaume Uni, avait visé à légitimer la guerre en Irak. Rejetant la responsabilité sur la menace de veto française, le but des pays signataires était clairement de faire voter à l'ONU une déclaration de guerre à l'Irak, qu'ils accusaient d'avoir violé les précédentes résolutions. C'était l'une des dernières tentatives de conciliation avec les Nations unies proposées par les Etats-Unis et leurs alliés, mais, a été rapidement contrecarrée par les opposants à la guerre et ne sera pas soumis au vote afin d'éviter un veto français et russe.

En février, la coalition qui attaquerait l'Irak espérait encore le faire avec l'aval des Nations Unies. Pour cette raison, le 24 février 2003, les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Espagne ont présenté au Conseil de sécurité une nouvelle résolution. Dans cette résolution, ils dénonçaient la violation des obligations par Bagdad, et affirmaient que le gouvernement irakien n'avait pas saisi la dernière possibilité qui lui avait été offerte, de désarmer. Ce projet n'a pas été voté, malgré une intense activité diplomatique des Etats-Unis qui désiraient rallier le plus d'Etats à leur cause. En réponse, la France, l'Allemagne et la Russie, avec le soutien de la Chine, ont signé un autre texte qui plaidait pour un renforcement des inspections comme alternative à la guerre, ce qui aussi accroissait la division parmi les pays. La France, la Russie et l'Allemagne, toutes trois opposées à un conflit en Irak, vont faire deux Déclarations : la première le 10 février 2003 et la deuxième le 5 mars de la même année. Ces deux déclarations ont mis clairement à jour la position des trois Etats qui élevaient leur voix contre le conflit irakien.

Lors de leur première déclaration, les trois nations ont montré qu'ils croyaient qu'il y avait encore une alternative à la guerre et que l'usage de force ne pourrait constituer qu'un ultime recours. Elles étaient déterminés à donner toutes les chances au désarmement de l'Irak dans la paix. Elles ont aussi affirmé que les inspections en Irak avaient déjà apporté des résultats, qu'elles devaient se poursuivre et être renforcées. Brièvement, selon ces trois pays, la guerre pouvait encore être évitée et le



désarmement devait se faire si possible dans la paix et avec un Irak coopératif, la violence devait être un dernier recours.

Le 5 mars 2003, la France, l'Allemagne et la Russie, voyant la situation toujours aussi critique, se retrouvaient à Paris encore une fois pour se concerter à propos de la crise irakienne. Ils ont répété que leur objectif était le désarmement effectif et complet de l'Irak conformément à la résolution 1441. Ils n'ont seulement réaffirmé leur intention de voir l'Irak être désarmé mais aussi ils ont déclaré encore une fois que cet objectif pouvait être atteint par la voie pacifique des inspections. De plus, les signataires ont aussi fait remarquer les progrès des inspections en s'appuyant sur la destruction de missiles qui se poursuivaient selon les informations données par les Irakiens dans les domaines biologique et chimique. Plus de coopération ont été demandé à l'Irak dans le but d'achever rapidement les inspections. Bien que ces deux déclarations par la France, l'Allemagne et la Russie aient formulé le souhait de l'application stricte de la résolution 1441, elles ne purent empêcher la guerre.

En dernière lieu, le 16 mars 2003, juste avant l'intervention américaine en Irak, les chefs de gouvernement des Etats-Unis, de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal se sont réunis au Sommet des Açores. Le Sommet était la dernière étape du processus diplomatique de la crise. A partir de cette réunion, les dirigeants occidentaux ne semblaient plus se faire d'illusions quant à la chance de sortir de la crise par la voie diplomatique. Le texte commençait par reprendre les arguments principaux des Etats favorables à une guerre en Irak en rappelant la dictature interne de Saddam Hussein et les menaces que celui-ci ferait peser sur la sécurité internationale. Les pays signataires ont fait alors une sorte de promesse aux Irakiens qu'ils disaient vouloir aider et ils ont invité ce pays à adopter un nouveau régime démocratique. Ils ont rappelé qu'ils désiraient travailler en étroite collaboration avec les Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires. L'ONU devrait, selon eux et en cas de conflit, garantir l'intégrité territoriale de l'Irak, la distribution rapide de l'aide humanitaire et approuver une administration appropriée pour la période de l'après conflit en Irak. Enfin, ils s'adressaient en dernier lieu au peuple irakien en lui proposant un soutien de longue durée.

Le coût de l'occupation militaire de l'Irak, le déficit budgétaire, le besoin de légitimité internationale et le mécontentement domestique, tout s'est combiné pour rapprocher l'administration Bush des positions de l'ONU. Le 16 octobre 2003, il déposait un texte de Résolution de l'ONU qui autorisait la création en Irak d'une force multinationale sous commandement unifié américain pour participer à la stabilité du pays et elle demandait aux pays de l'Union et aussi aux institutions financières internationales de renforcer leurs efforts pour aider à la reconstruction. Dans l'adoption de la résolution 1511, les pays de l'Union reconnaissaient les forces d'occupation en Irak comme force multinationale autorisée par l'ONU. Les Américains ont commencé à reconnaître l'importance de la coopération européenne et à envisager un nouveau rôle de l'OTAN après l'Afghanistan et l'Irak.

### **C- Deux écoles de pensée sur l'avenir des relations transatlantiques: L'école de l'Aliénation et l'école du Statu quo**

Les États-Unis et leurs alliés européens se trouvaient souvent en désaccord pendant les années 1990. Les disputes sur le contrôle des armements, les opérations de maintien de la paix aux Balkans, l'environnement et le rôle des Nations Unies étaient les plus importantes. Les gouvernements européens ont accusé plusieurs fois les États-Unis de se dégager de ses responsabilités en tant que puissance globale. Quand les États-Unis ont fait des pas pour remplir ces responsabilités, les Européens ont cette fois-ci craint le pouvoir américain et son dédain des approches multilatérales aux problèmes internationaux. A partir des années 1990, l'OTAN a subi une transformation inévitable en vue de s'adapter au paysage changeant du système international. Il semblait durablement refondée et aussi son rôle de garant de la sécurité européenne était réaffirmé, son premier élargissement était un succès. D'autre part, la crise de Bosnie et du Kosovo remettait à l'ordre du jour un possible découplage euro-américain, qu'il s'agisse des valeurs ou des intérêts des différents alliés. Donc, dans cette période, un nouveau grand débat transatlantique était engagé sur la redéfinition des menaces, sur la gestion de certains conflits, sur les équilibres internes de l'Alliance et le regain d'unilatéralisme américain par l'élection de Bush.

Les attaques du 11 septembre apportèrent seulement un arrêt temporaire à ces querelles transatlantiques. Peu de temps après les attaques, les Européens ont commencé à craindre, en raison de *l'hubris* et le mépris des règles internationales par Washington, que les réponses américaines dans la guerre contre le terrorisme soient essentiellement et excessivement militaire dans la nature. Donc, suivant le 11 septembre, les interrogations sur l'avenir des relations transatlantiques se sont trouvées démultipliées, et dès lors, trois nouveaux scénarios ont dû être examinés : celui d'une refondation de l'OTAN dans la lutte antiterroriste, celui d'un divorce transatlantique face à ce même enjeu, et celui d'un nouveau partenariat stratégique euro-américain dans une Alliance rénovée. Deux écoles de pensée ont émergé de ces trois scénarios: l'école du statu quo (*establishment school*) et l'école de l'aliénation (*estrangement school*). Il est possible d'envisager l'avenir des relations transatlantiques autour de deux ces écoles principales. Selon la première, les relations transatlantiques continuent comme avant tandis que d'après la seconde, l'Europe et les Etats-Unis sont voués à s'éloigner l'un de l'autre. Autrement dit, les changements radicaux ainsi survenus dans les relations transatlantiques constituent pour les uns, un point de non-retour, tandis que pour les autres, il s'agit juste d'une commotion passagère.

L'arguments des représentants de l'école de l'aliénation sont les suivants : tout d'abord, le contexte stratégique des relations a profondément changé avec la fin de la Guerre Froide et les deux parties ne sont plus exposées à la même menace, ce qui les dispense d'être unis devant tous et tout ; deuxièmement, l'unipolarité américaine ne va pas durer et conduira à un effort de contrebalance par les autres, y compris l'Union Européenne ; en troisième lieu, l'Amérique et l'Europe ont des intérêts de plus en plus différents ; finalement, l'OTAN est devenue obsolète avec la disparition de l'Union Soviétique et finira bien par disparaître. Par contre, les représentants de l'école du statu quo pensent qu'il n'existe aucun problème fondamental entre les Etats-Unis et l'Europe. D'après eux, les fondements des relations sont solides. Cette approche de nature optimiste se base, elle aussi, sur quatre arguments : malgré la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis et l'Europe font face à des menaces communes ; les élites respectives des deux continents partagent la même perception des rapports de force transatlantiques ; les gouvernements américain et européens ont beaucoup d'intérêts

communs ; l'OTAN continue d'être et restera la pièce de résistance des relations euro-américaines.

Il est clair qu'aucune des deux écoles ne voit entièrement juste. Premièrement, les fondements des relations transatlantiques sont encore solides, dans ce sens l'école du statu quo a raison et celle de l'aliénation, tort. D'après l'école de l'aliénation, la disparition de la menace soviétique a éliminé l'élément essentiel de l'Alliance qui a soutenu les Alliés pendant les quarante années. De plus, elle a aussi éliminé l'importance de la présence américaine en Europe. Mais nous avons constaté que le conflit dans les Balkans a perpétué l'engagement américain en Europe. Donc, on peut dire que, malgré les grands changements apportés par la fin de la Guerre Froide, les deux parties font face à des menaces communes et ont des intérêts communs. La lutte antiterroriste, la dissémination d'armes de destruction massive sont les principales menaces posées à l'Alliance. Donc, bien que la fin de la Guerre Froide ait provoqué des changements importants dans le paysage de la sécurité et bien qu'il ait éliminé la menace soviétique en Europe, il n'a pas éliminé toutes les menaces contre la sécurité de l'Europe. Et de plus, les États-Unis et l'Europe continuent à avoir de forts intérêts communs.

Deuxièmement les deux ont tort quand à la forme que prendront les rapports stratégiques dans l'avenir. L'école du statu quo, convaincue que l'OTAN est et restera au centre des relations stratégiques, semble ignorer les transformations survenues dans ce domaine. L'école de l'aliénation, bien qu'elle apprécie mieux ces transformations, se focalise trop sur l'aspect problème. Il faut admettre que l'OTAN n'est plus la pièce maîtresse de la sécurité transatlantique et elle perd de plus en plus son importance dans les relations transatlantiques. Mais le déclin de l'importance de l'OTAN ne signifie pas que les alliés transatlantiques sont sur le point de divorcer. Cela signifie seulement que la forme des relations transatlantiques est en train de changer. L'absence d'une menace majeure dans le continent européen et le fait que la plupart des menaces à la sécurité internationale sont à l'extérieur de l'Europe, nécessite un grand changement dans la structure des relations transatlantiques.

Afin de répondre aux nouveaux défis, l'OTAN, à elle seule, ne sera pas suffisante. Elle doit être capable, politiquement et militairement, d'agir au-delà de ces zones, puisque les menaces qui pèsent sur ses membres ne connaissent pas de limites. De plus, elle se doit d'être assez flexible pour faire face à l'ensemble des menaces qui la guettent, en étant à même de combattre, mais également de maintenir la paix et d'aider à la reconstruction des Etats. Donc afin de répondre aux nouvelles menaces hors-zone qui exigent un nouveau contexte institutionnel, l'OTAN doit maintenir un arsenal conventionnel et nucléaire pour mener de front plusieurs opérations. Ainsi, la défense collective restera la vocation essentielle de l'Alliance et l'OTAN restera prête au cas par cas et par consensus à contribuer à une prévention efficace des conflits et à s'engager activement dans la gestion des crises.

En troisième lieu, on peut prétendre qu'un nouveau « réseau de sécurité transatlantique » est en train d'émerger, avec, pour acteurs principaux, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne. Les institutions multilatérales comme l'OTAN, l'O.N.U, l'U.E, ou encore l'O.S.C.E, n'en feront partie qu'au niveau ad hoc, selon la volonté de ces Etats et d'après les circonstances. Les rapports au sein de ce réseau seront donc fluides, dynamiques et centrés sur des problèmes spécifiques.

## **B- L'avenir de l'Alliance atlantique: la Complémentarité**

L'invocation pour la première fois dans l'histoire de l'Alliance atlantique de la clause de défense collective (l'article 5) du Traité de Washington au lendemain même du 11 septembre révèle assez combien les événements de New York et de Washington et touchent au plus profond de la relation transatlantique. En fait, les fortes tensions sur la politique irakienne des Etats-Unis sont l'ultime manifestation d'un problème qui s'aggrave depuis la fin de la Guerre Froide. Mais le dernier désaccord sur l'Irak est décrit comme l'écart transatlantique le plus sérieux. Ce dernier est si sérieux qu'on a commencé à faire des spéculations concernant l'avenir des relations transatlantiques. Comme nous l'avons mentionné autour des points de rupture du lien transatlantique, aucune de ces spéculations n'avait le style et la perspective de Robert Kagan.

Dans son ouvrage, la Puissance et la Faiblesse, Kagan explique qu'il existe une tendance divergente lourde entre les deux continents qui s'expliquent essentiellement par un rapport inverse à la puissance. Selon lui, pendant que l'Europe en appelle plus volontiers au droit international, aux accords internationaux et à l'opinion internationale pour juger les contentieux, les Etats-Unis, eux, ne font pas confiance au droit international et comptent sur leur puissance militaire afin d'assurer la sécurité et la promotion de leurs intérêts dans le monde. Autrement dit, selon lui, les Européens privilégient la diplomatie à la force parce qu'ils sont devenus faibles et les Américains qui disposent de la force et sont prêts à l'utiliser, se chargent de faire régner l'ordre à l'échelle mondiale.

A cause de leur approche globale divergente, Kagan se demande si les Etats-Unis et l'Europe vivaient sur la même planète. Selon lui, cette situation n'est pas une transition, ni le produit d'une élection américaine ou d'une catastrophe particulière. Il ajoute que les raisons de cette cassure transatlantique sont profondes et se développent depuis longtemps. Une des raisons fondamentales étant que, dans les deux cents dernières années, mais en particulier les dernières décennies, l'équation de puissance a totalement changé de côté. Dans le passé, quand l'équation de puissance était à l'avantage de l'Europe, c'était les Etats-Unis qui insistaient pour faire respecter le droit international. Maintenant que l'Europe est faible, les rôles sont inversés et cette fois, ce sont les Européens qui sont favorables à la négociation et l'adhésion au droit international.

L'analyse de Kagan est erronée parce qu'il a une vue trop étroite de la puissance car la puissance économique est la base de la puissance militaire. Bien qu'un nain militaire, l'Europe est une superpuissance économique. De plus, le lien entre les États-Unis et l'Europe qui repose sur des valeurs communes comme la démocratie, le respect des libertés individuelles, des Droits de l'homme et le primat de la loi, sont si fondamentaux et si profonds qu'il n'est pas non plus vrai de dire que les valeurs communes ne suffiront pas à préserver l'alliance.

Afin d'éliminer les facteurs qui blessent l'alliance, une meilleure approche à la reconstruction des relations transatlantiques est nécessaire afin de reconnaître

l'avantage comparatif et des caractéristiques complémentaires entre les Etats-Unis et l'Europe. A savoir que, ni l'OTAN ni l'UE ne sont suffisantes pour mettre fin à une guerre, gagner une guerre et de s'occuper des conséquences de la guerre. Donc, la combinaison de deux groupes de capacités sera la plus appropriée pour la paix et la sécurité globale. Chaque côté tirerait profit d'être responsable de ce qu'il fait le mieux. Donc la complémentarité est la clé de la réconciliation transatlantique. En d'autres mots, le partenariat ne devrait pas être conçu comme une dépendance. Les États-Unis doivent reconnaître l'Europe comme un allié égal et retrouver l'importance de complémentarité au sein du partenariat. Bien que l'Europe possède de plus faibles forces militaires que les Etats-Unis, il existe des domaines où elle se distingue également.

Donc il faut ici répondre à une questions principale ; une complémentarité est-elle possible entre puissances américaine et européenne face au terrorisme et aux autres défis futurs pour la sécurité ? Afin de répondre à cette question, nous allons étudier le concept de complémentarité autour de trois conceptions: Complémentarité Supplémentaire (*Supplemental Complementarity*), Complémentarité Interpersonnelle (*Interpersonal Complementarity*), la Puissance et la Complémentarité Légale (*Power and Law Complementarity*).

La complémentarité supplémentaire décrit les responsabilités partagées ou la répartition des tâches entre les Etats-Unis et l'Europe pour permettre à tous les deux d'accomplir leurs buts réciproques. Donc une nouvelle répartition fonctionnelle du travail entre les Européens et les Américains est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'Alliance. Il ne serait pas non plus une stratégie efficace pour l'UE d'essayer de s'aligner sur les capacités militaires américaines, au lieu de cela, l'UE devrait se concentrer sur ses compétences supérieures comme la reconstruction, le maintien de la paix et le peacemaking. Vu sous cet éclairage, les Etats-Unis et l'UE sont complémentaires dans le sens que les Etats-Unis devraient se concentrer sur l'application de la puissance militaire et l'UE devrait se concentrer sur le maintien de la paix et sur les efforts de reconstruction d'après-guerre. Ainsi la combinaison des capacités des Etats-Unis et de l'Europe afin de promouvoir la paix et la stabilité

globale, en apportant leurs puissances dans le partenariat, va engendrer la réalisation de leurs priorités et leurs intérêts globaux.

La phrase « Traitez vos amis comme des alliés et ils se comporteront comme des alliés » explique le principe de la complémentarité interpersonnel. Les partenariats et les alliances attachent les alliés. Ils permettent au leader de déterminer les missions communes et à identifier les moyens de les accomplir, en fournissant un forum de conversation et de communication. A savoir que, le comportement positif des Etats-Unis envers l'Europe suscitera une réponse positive de l'Europe. Si cette réponse est positive, une approche consultative américaine suscitera une approche plus constructive de l'Europe (Complémentarité Interpersonnelle) afin de déterminer les missions communes et les moyens de les accomplir (complémentarité "Supplémentaire").

La complémentarité de la puissance et de la loi décrit comment les Etats-Unis et l'Europe peuvent collaborer pour accomplir leurs objectifs d'une manière légitime. Dans ce discours, *Mars and Venus Reconciled*, Javier Solana, exposait la conception actuelle de politique étrangère américaines et l'approche de l'Union Européenne plus conforme au droit international. Selon lui, la loi et la puissance sont les deux faces de la même pièce. La puissance est nécessaire pour établir la loi et la loi est la face légale de la puissance. Les Etats-Unis sont souvent décrits comme une superpuissance bienveillante et comme un gendarme global. Donc on peut dire que les Etats-Unis n'ont pas recours à leur puissance d'une manière arbitraire ou tyrannique. Mais bien sûr, cela ne signifie pas que les Etats-Unis ne bafouent pas ou n'ont pas bafoué dans le passé quelquefois la loi internationale. En fait, fréquemment, les États-Unis ont recours à leur puissance pour assurer l'ordre mondial. Ainsi, l'utilisation de la puissance militaire par les États-Unis doit être légal, pas seulement pour l'Europe, mais aussi pour son propre peuple et pour le monde en général. D'autre part, l'Europe, au cours des dernières années, continue de travailler pour étendre l'application du droit international. Depuis la Deuxième guerre Mondiale, elle a été le gardien du droit international et essaie de persuader les Etats-Unis de le respecter. Donc, si l'Europe soutient les mesures prises par les Etats-Unis, elles seront considérées légales. C'est pourquoi il est dans l'intérêt des Américains de collaborer avec l'Europe.



Maintenant que nous avons expliqué les paramètres de la complémentarité transatlantique, nous pouvons donner quelques exemples réels pour voir comment le concept pourrait travailler en pratique.

La guerre en Afghanistan a démontré comment la complémentarité s'applique dans les relations transatlantiques. En premier lieu, parce qu'il s'agissait d'une attaque claire contre les Etats-Unis provoquant des conséquences ravageuses et aussi parce que c'était évident que Osama Ben Laden et l'Afghanistan étaient responsables des attaques, il n'y avait aucun besoin d'un soutien allié. Cependant, les Alliés de l'OTAN ont invoqué l'Article 5 afin de démontrer leur soutien solide aux Etats-Unis. Bien que les Etats-Unis ne réclamaient pas le soutien de ses alliés pour l'intervention militaire, l'Europe l'a exprimé sans que les Etats-Unis ne le demande. Donc la complémentarité interpersonnelle entre les alliés était dans l'action automatiquement. Deuxièmement, puisque l'intervention militaire était certaine et justifiée, il n'y avait aucun besoin de persuader la communauté internationale et de légaliser l'utilisation de force militaire. Donc la complémentarité de la puissance et de la loi était moins important dans ce cas. Au contraire, la complémentarité supplémentaire était le plus évidente dans la phase de reconstruction, où les Européens ont joué un important rôle en fournissant l'expertise et les ressources financières essentielles pour la reconstruction afghane. Ils s'engageaient à verser un total d'environ 3,1 milliards EUR d'aide sur la période de 2002 à 2006. De plus, une nouvelle aide de 600 millions d'euros en faveur de la reconstruction de l'Afghanistan a prononcé pour la période 2007-2010.

Nous pouvons donner la première guerre du Golfe comme exemple pour fortifier notre argument. Dans ce cas, la complémentarité de la puissance et de la loi étaient moins importants pour légaliser l'utilisation de force militaire puisque l'Irak avait violé clairement violé la Charte de l'ONU en envahissant le Koweït. Ensuite, les Etats-Unis ont accumulé une coalition internationale afin de lutter contre Saddam Hussein. Sur ce point, on constate la complémentarité interpersonnelle. Au lieu d'agir seul, les Etats-Unis réclamaient le soutien de ses alliés et accumulaient une coalition afin de lutter contre Saddam. La complémentarité supplémentaire était en action pendant les contributions financières. A savoir que, les Etats-Unis seulement portaient 12 % du

prix de \$61 milliards de cette guerre. Ce ne fut pas l'Europe non plus qui assuma le coût de cette guerre mais le Koweït, à travers ses revenus pétroliers. En plus, la France et la Grande-Bretagne ont déployé de nombres substantiels de troupes de combat qui ont lutté à côté des forces américaines afin de chasser Saddam du Koweït. Les troupes alliées de 32 nations ont formé 24 % du total nombre de troupes déployées dans la campagne.

Avec la fin de la Guerre Froide, la confiance de l'Europe et son statut de puissance économique globale s'est développée. Maintenant l'Europe réclame un partenariat plus égal, à travers la forme supplémentaire de complémentarité transatlantique. Il faut admettre que les relations entre les Etats-Unis et ses alliés européens sont plus égaux que l'Amérique veut l'admettre. L'Europe est forte dans l'établissement du maintien de la paix, dans la reconstruction et dans l'aide humanitaire. Elle est présente sur toutes les zones de crises majeures, par exemple l'Afghanistan, les territoires Palestiniens, le Darfour, la République Démocratique du Congo ou la Corne de l'Afrique. Depuis 1991, l'Union européenne a apporté une aide de plus de 6 milliards d'euros aux Balkans occidentaux.

Pendant que l'Amérique gagne la guerre, l'Europe gagne la paix. Ce qui est certain, c'est que l'Europe doit être un instrument de paix dans un monde multipolaire. Il faut plus de multilatéralisme, plus d'Europe qui bien sûr n'est pas contre les Etats-Unis, mais au contraire qui est en coopération avec eux. L'objectif est d'éviter un unilatéralisme nocif à la fois pour le monde et pour les Etats-Unis eux-mêmes.

## CONCLUSION

Au cours de notre travail, nous avons étudié environ 50 ans d'histoire des relations transatlantique. La finalité de cette thèse était de trouver la réponse à la question initiale : Le lien transatlantique, qui a été un des moteurs de la construction européenne, représente-t-il une limite pour l'affirmation de la PESC et de la PESD ?

Afin de trouver la bonne réponse à ce questions nous avons commencé par étudier la période de la Guerre Froide pendant laquelle les liens transatlantiques ont été construis. Nous avons vu que des nombreux gouvernements européens, bien qu'ils se soient accordés sur la définition et l'origine de la menace, ont été en désaccord avec les Etats-Unis durant les cinquante années de la Guerre Froide. Ces différences se sont retrouvées dans un certain nombre de domaines, mais, à l'époque parler d'une rupture qui aurait mis fin au partenariat transatlantique était hors de question. La menace soviétique commune a servi comme un facteur qui rapprochait les deux côtés de l'Atlantique et qui rendait possible de surpasser ces différences. Ainsi, la tension et la coopération restaient les ingrédients permanents des relations transatlantiques mais le lien principal du partenariat est resté et restera fort. Cette hypothèse a été confirmée tout au long de notre travail, à travers l'analyse des conflits et des changements internationaux.

Oui, aujourd'hui, les Etats-Unis sont la seule superpuissance de notre âge. Les dépenses militaires ont atteint 1 204 milliards de dollars dans le monde en 2006, un chiffre en hausse de 37% en dix ans. Les Etats-Unis ont dépensé à eux seuls 46% de ce montant. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, la hausse est continue. Les Etats-Unis étant loin devant tout les autres pays, leur dépenses militaires se sont élevées à 528 milliards de dollars. La Grande-Bretagne et la France viennent au deuxième et au troisième rang quant aux dépenses militaires. En 2006, ces pays, qui comptent chacun pour 4 % de ces dépenses à l'échelle mondiale, ont consacré respectivement 59 et 53 milliards de dollars. Les dépenses militaires en Europe ensemble a haussé de 12 % son budget militaire en 2006, à 34,7 milliards, contre 19 % en 2005. Depuis 1998, ses dépenses auraient augmenté de 155 %.

Si nous comparons les dépenses militaires américaines de l'année 2006 avec le reste du monde, on voit que leur budget était presque 2/5 du total, qu'il était presque 7 fois plus grand que le budget chinois et qu'il était presque 29 fois plus grand que les dépenses combinées des six Etats voyous (la Cuba, l'Iran, la Libye, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie). Les six ennemis potentiels, la Russie et la Chine ont ensemble dépensé \$139 milliards, qui égale à 30 % du budget militaire américain.

Quand même, malgré son immense puissance, les Etats-Unis n'ont toujours pas la capacité de s'engager efficacement, partout dans le monde, ils ont besoin des alliés. Ils doivent continuer à coopérer avec les alliés pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère et de sécurité nationale.

L'Europe, l'allié fiable des Etats-Unis, par contre, a choisi, au lieu d'une puissance militaire, de développer une approche multilatéraliste des relations internationales afin de permettre une meilleure résolution des conflits et des crises. Aujourd'hui, on voit que, l'Europe attache de l'importance à la coopération légale et internationale, pendant que les Etats-Unis comptent sur la force militaire pour la sécurité et pour la promotion de ses intérêts dans le monde. Bien qu'ils partagent les même valeurs ; l'ordre, le respect des droits fondamentaux de l'homme, la démocratie, la libre entreprise, ils peuvent ne pas s'accorder sur les moyens d'y parvenir. Ainsi, la puissance militaire des États-Unis est de plus en plus avancée par rapport à leurs alliés

européen ce qui engendre aujourd'hui des ruptures dans les domaines militaire, économique et politique.

Suivant les attaques du 11 Septembre, la guerre en Afghanistan et en Irak, ont mis à jour la complexité du partenariat. Ces deux guerres ont mis en lumière les différences qui divisent les deux entités en termes d'approches des problèmes internationaux. De plus, pendant les guerres, on a constaté que la distance entre les deux n'avait jamais été aussi grande, et elle risque fort de s'élargir encore. Pendant ces guerres nous avons vu que, malgré sa supériorité militaire écrasante, les Etats-Unis avaient vraiment besoin de partenaires et d'alliés, et pas seulement pour des raisons de légitimité internationale et de soutien politique. La prévention des conflits, l'établissement de la paix et la reconstruction d'un Etat nécessite une capacité qui ne résume pas seulement à la force militaire que possède les Etats-Unis.

A ce propos l'Europe doit être prête à fournir l'aide nécessaire dans le but de devenir un acteur global et un partenaire équivalent et aussi complémentaire des Etats-Unis. De plus, afin de pousser les Etats-Unis à écouter ses problèmes, l'Europe doit développer de véritables capacités de déploiement de puissance. Seule une alliance d'Etats équivalents peut fonctionner et être cohérente, et pour cette raison la puissance militaire est l'une des clés principales pour l'avenir de l'alliance atlantique.

Sur ce point il faut souligner que, plus les Européens progressent vers la constitution d'une véritable capacité de défense de l'Union Européenne, plus les voix se multiplient aux Etats-Unis pour analyser cette nouvelle ambition européenne. Bien que les Etats-Unis aient toujours été favorable au renforcement du pilier européen de l'Alliance transatlantique, ils considèrent cependant avec réticence les approches susceptibles de diviser l'Alliance politique et détourner les ressources normalement affectées à la coopération militaire de l'OTAN, sans pour autant entraîner l'accroissement des capacités militaires qui permettrait de rééquilibrer le partage du fardeau. L'approche américaine pourrait être définie comme une politique du « oui, mais », encourageant les efforts de l'Europe, mais mettant en garde contre leur conséquences potentiellement négatives.

Afin de faire projeter l'Alliance dans le XXI<sup>e</sup> siècle, les dirigeants politiques américains et européens doivent reconnaître la gravité des menaces et l'intérêt mutuel qu'il y a à leur faire face ensemble. Les grandes lignes de ce projet pourraient ressembler à ceci :

- L'Europe consentirait à mettre en oeuvre de réelles capacités militaires, tandis que les Etats-Unis reconnaîtraient que les gouvernements européens sont davantage en mesure de faire accepter des augmentations des budgets de la défense par leurs citoyens, si cela se passe sous le parapluie européen;
- Les Etats-Unis admettraient la Politique Européenne de Défense et de Sécurité (PESD), mais il incomberait aux dirigeants politiques européens de la développer de façon qu'elle renforce clairement l'OTAN, plutôt que de la saper;
- L'Alliance donnerait à l'OTAN plus de souplesse pour déployer des coalitions volontaires et pour agir hors-zone, mais les Etats-Unis devraient donner des assurances qu'ils n'utiliseront pas cette nouvelle flexibilité pour circonvenir à la prise de décision du Conseil Nord-Atlantique (NAC) en concluant des accords bilatéraux et en détournant les capacités individuelles;
- L'Europe devrait être plus avisée dans ses dépenses pour la défense, tandis que les Etats-Unis devraient ouvrir leur marché de la défense et fournir de plus grandes possibilités aux transferts de technologie et aux partenariats d'entreprises.

Les Etats-Unis ont besoin de l'Europe. Sans l'aide de ses alliés, le fardeau financier américains agumenterait, pour maintenir la stabilité globale et ils ne peuvent faire face seuls à la multiplication des menaces à la sécurité. Sans le soutien d'autres principales démocraties, l'Amérique sera moins efficace dans le monde. Ses politiques manqueront de la mesure de légitimité qui vient d'un consensus transatlantique. Ses initiatives seront de plus en plus en voulues et opposées.

L'Europe a besoin de l'Amérique. Le pouvoir américain aiderait à rendre possible la création et l'expansion de l'Union Européenne et du modèle d'intégration pacifique parmi les démocraties qu'il représente. Sans leur leadership, leur pouvoir économique et politique, la zone s'effondrera, ce dont le commerce mondial souffrira; et sans la garantie de la sécurité américaine, l'ensemble du projet d'intégration européenne sera probablement compromis.

Ainsi que nous avons pu le constater tout au long de notre travail, il existe des désaccords entre les Etats-Unis et l'Europe, aussi bien que des divergences apparues dans la conjoncture de la période post-Guerre Froide qui semblent tout aussi sunstantielles. Cependant, vu la nature, l'histoire, la culture et les valeurs politiques communes de deux parties, il s'agit d'une complémentarité que d'un schéma définitif. Les relations transatlantiques n'en sont pas à leur première crise et qu'elles traverseront celle-ci comme elles ont traversé les autres. Parce que les relations transatlantiques sont complémentaires et que cette complémentarité est indispensable pour le maintien de la paix globale et de la stabilité.

**BIBLIOGRAPHIE****OUVRAGES**

ALKAN, Necmettin, **Dađılan Yugoslavya Mozaiginde Bosna**, İstanbul, Beyan Yayınları, 1995.

BRZEZINSKY, Zbigniew, **Büyük Satranç Tahtası**, traduit par Yelda Türedi, İstanbul, Inkılap Kitabevi, 2005.

COUSENS, Elizabeth M. and CATER Charles K., **Towards Peace in Bosnia**, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2001.

DEDEOĐLU, Beril et TÜRKMEN Füsün, **L'Europe-puissance et la Turquie**, Paris, L'Harmattan, 2006.

DE SENARCLENS, Pierre, **De Yalta au Rideau de Fer : Les Grandes Puissances et les Origines de la Guerre Froide**, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques/Berg Publishers, Paris, 1993.

GADDIS, John Lewis, **The Cold War**, Great Britain, Penguin Books Ltd., 2006.



GNESOTTO, Nicole, **AB Güvenlik ve Savunma Politikası İlk Beş Yıl**, traduit par Emir Han Gör l, G l in Ko bil, Hande Kol ak K stendil, Mustafa Cenk Sanıvar, İstanbul, Tasam Yayınları, 2005.

GORDON, Philip H. and SHAPIRO Jeremy, **Allies at War: America, Europe, and the Crises over Irak**, Washington, D.C, A Brookings Institution, 2004.

KENAR, Nesrin, **Yugoslavya Sorununun Ulusal ve Uluslararası Boyutu**, Ankara, Palme Yayıncılık, 2005.

KISSINGER, Henry, **Does America Need a Foreign Policy? Toward A Diplomacy For the Twenty-First Century**, Free Press, Great Britain, 2001.

LE MORZELLE, Joelle and PHILIP Christian, **La D fense Europ enne**, Bruylant, Bruxelles, 2003.

MAURY, Jean-Pierre, **La construction Europ enne, la S curit  et la D fense**, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

SLOAN, Stanley R., **NATO, the European Union, and the Atlantic Community**, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

 LGER, İrfan, **Yugoslavya Neden Par alandı? Balkan Dramının Perde Arkası**, Ankara, Se kin Yayınları, 2003.

WINOCK, Michel, **Le temps de la Guerre Froide**, Paris,  ditions de Seuil, 1994.

YERGIN, Daniel, **La Paix Saccag e : Les Origines de la Guerre Froide et la Division de l'Europe**, Editions Complexe, Bruxelles, 1990.

YINAN , Refet and TAŐDEMİR, Hakan, **Uluslararası G venlik Sorunları ve T rkiye**, Ankara, Se kin Yayınları, 2002.

**ARTICLES**

BERGSTEN, C. Fred, “America and Europe: Clash of the Titans”, **Foreign Affairs**, March/April 1999, pp. 20-34.

BOZO, Frédéric, “La relation Transatlantique et la Longue Guerre Contre le Terrorisme”, **Politique Étrangere**, no:2, 2002, pp. 337-351

BROOKS, Stephan G. and WOHLFORTH, William C., “American Primacy in Perspective”, **Foreign Affairs**, July/August 2002, pp. 20-33.

COONEN, Stephen, “The Widening Military Capabilities Gap between the United States and Europe: Does it Matter?” **Parameters**, Autumn 2006, pp. 67-84.

DE WIJK, Rob, “European Military Reform for a Global Partnership”, **The Washington Quarterly**, Winter, 2003-04, pp. 197-210.

DOENECKE, Justus D., “American Isolationism 1939-1941”, **The Journal of Libertarian Studies**, Vol.6, Number.3/4, Summer/Fall, 1982, pp. 201-216.

HUNTINGTON, Samuel P., "The Lonely Superpower", **Foreign Affairs**, March/April 1999, pp. 35-49.

MAYNARD, Glitman, "US policy in Bosnia: Rethinking a Flawed Approach", **Survival**, number 4, Volume 38, 1997, pp. 66-83.

MORAVCSIK, Andrew, "Striking a New Transatlantic Bargain", **Foreign Affairs**, July / August 2003, pp. 74-89

NYE, S. Joseph, "Redéfinir la mission de l'OTAN à l'Age de l'information", **Revue de l'OTAN**, Number 4, Volume 47, 1999, pp. 12-15.

WAGNER, R. Harrison, "What was bipolarity?", **International Organization**, Vol. 47, Number 1, Winter, 1993, pp. 77-106.

WALLACE, William, "Europe, the Necessary Partner", **Foreign Affairs**, Volume 80, Number 3, May/June, 2001, pp. 16-34

### **SOURCES ELECTRONIQUES**

BIAVA, Alessia, “L’Union Européenne, acteur global? Potentialités et limites de la PESC et de la PESD”, **Institut européen de l’Université de Genève**, vol. 31, Mars, 2005,

<http://www.unige.ch/ieug/publications/euryopa/BIAVA.pdf>

BRIGUET, Gaëlle, “ Grands Etats Européens dans la Guerre d’Irak: Raisons et Justifications”, Institut européen de l’Université de Genève, Volume 30, 2005.

<http://www.unige.ch/ieug/publications/euryopa/brignet.pdf>

BRIMMER, Esther, “ Les Tensions Transatlantiques aux Nations Unies et le Recours à la Force”, Annuaire français de relations transatlantiques, Volume 6, Decembre 2005.

[http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/AFRI2005\\_brimmer.pdf](http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/AFRI2005_brimmer.pdf) \_

**Centre d'Analyse et de Prévision**, Ministère des Affaires étrangères, Les relations Transatlantiques, Mars 2007

[http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/doctorat/plans06\\_07/ri\\_transatlantiques.pdf](http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/doctorat/plans06_07/ri_transatlantiques.pdf)

COLARD, Daniel, “ La France et le Désarmement en 2003 ”, Ares, No:53, Volume 21, Juillet 2004.

<http://web.upmf-grenoble.fr/espace-europe/cesice/publication/ares/53/Colard111.pdf>

**Conseil Européen de Copenhague**, Conclusions de la Présidence, Bruxelles, le 29 Janvier 2003

[http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/73849.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/73849.pdf)

COOPER, William H., “ EU-U.S. Economic Ties: Framework, Scope, and Magnitude”, CRS Report for Congress, Congressional Research Service, January 17, 2006.

<http://helsinki.usembassy.gov/pdffiles/RL30608.pdf>

D'ARTIGUES, Agnès, “ Les Effets de l'Intégration et de l'Unification Economique et Monétaire Européenne sur la Marge de Manoeuvre de l'État Régulateur”, Université Montpellier 1, Cahier Number 98.03.13, Décembre 1998.

<http://www.sceco.univ-montp1.fr/creden/dArtigues/C980313.pdf>

DE PUIG, M., “ L'Europe et la Nouvelle Stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis ”, Juin, 2003.

[http://www.assemblee-ueo.org/fr/documents/sessions\\_ordinaires/rpt/2003/1819.html](http://www.assemblee-ueo.org/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2003/1819.html)

GNESOTTO, Nicole, “ EU and US: Visions of the World ”, in Gustav Lindstrom (ed), “ Shift or Rift: Assessing US-EU Relations After Irak”, Paris, Institute for Security Studies, Transatlantic Book, 2003.

[www.iss-eu.org/chailot/bk2003.pdf](http://www.iss-eu.org/chailot/bk2003.pdf)

GOH, Dominic, “ Transatlantic Relations : A Study in complementarity”, Seminar on the Atlantic Community, Fall Semester, December, 2003

<http://fletcher.tufts.edu/research/2004/Goh-Dominic.pdf>

GRAND, Stephen R., “ Défense Territoriale : La Mission de l’OTAN dans le Nouveau Siècle”, Annuaire français de relations transatlantiques, Volume 4, 2003.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001277.pdf>

**Groupes de travail de la PESC**, “ Les Origines de la PESC (1969 - 1999) – Bref Rappel Historique”

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/pesc.pdf>

HEBERT, Jean-Paul, “ Défense: Les Piliers de la Confrontation Entre les États-Unis et l’Europe”, Number 24, Août 2004

[http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro\\_0424\\_Def-US-UE.pdf](http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_0424_Def-US-UE.pdf)

HEISBOURG, François, “La Défense Européenne Fait Un Bond En Avant”, Revue de l’OTAN, May 2000

<http://www.nato.int/docu/revue/2000/0001-03.htm>

HORAN, Dale E., “ Closing The Gap Between United States and European Military Capabilities”, U.S. Military Strategy and Joint Operations Seminar D, 2001

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=LECO&ID\\_NUMPUBLIE=LECO\\_020&ID\\_ARTICLE=LECO\\_020\\_0032](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=LECO&ID_NUMPUBLIE=LECO_020&ID_ARTICLE=LECO_020_0032)

KLICH, Bogdan Adam, “Le Programme de Recherche Européen sur la Sécurité”, Parlement Européen, 2004

<http://www.chear.defense.gouv.fr/fr/pdef/RDVCHEAR2006pdf/RDVCHEAr2006p87.pdf>

KORB, Lawrence J., “ Problèmes de Sécurité dans Un Nouvel Ordre Mondial”,

[www.diplomatie.gouv.fr/./annuaire-francais-relations-internationales\\_3123/IMG/pdf/FD001276.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/./annuaire-francais-relations-internationales_3123/IMG/pdf/FD001276.pdf)

“La Stratégie de Sécurité Nationale des États-Unis et Ses Conséquences pour l'Europe de la Défense », mai 2003

<http://www.voltairenet.org/article9825.html> visité le 08-06-2007

**La Construction Européenne à Travers les Traités**, “L'Acte Unique Européen”

[http://europa.eu/scadplus/treaties/singleact\\_fr.htm](http://europa.eu/scadplus/treaties/singleact_fr.htm) \_

**La Construction Européenne à Travers les Traités**, “Traité de Maastricht sur l'Union Européenne”

[http://europa.eu/scadplus/treaties/maastricht\\_fr.htm](http://europa.eu/scadplus/treaties/maastricht_fr.htm)

**La Doctrine de Truman**, Le discours de Président Truman devant le Congrès, 12 Mars 1947

[http://artic.ac-besancon.fr/histoire\\_geographie/HGFTP/Lycees/CourHT/discint.doc](http://artic.ac-besancon.fr/histoire_geographie/HGFTP/Lycees/CourHT/discint.doc)

LAVALLEE, Chantal, “La relation Union Européenne - OTAN: Partenariat stratégique ou mise sous tutelle de la défense européenne? L'OTAN comme facteur à la fois interne et externe de l'UE qui freine l'intégration de la PESD”, Université Laval, Institut Québécois des Hautes Études Internationales, 2003  
[www.iqhei.ulaval.ca/Pdf/MRIEssaiChantalLavallee.pdf](http://www.iqhei.ulaval.ca/Pdf/MRIEssaiChantalLavallee.pdf)

**Le monde**, “ Puissance américaine, faiblesse européenne”, par Robert Kagan, Juillet, 2002

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3232,36-285878,0.html>

**Les Dossiers de l'OTAN**, “ La Force de stabilisation (SFOR) en Bosnie-Herzégovine: Comment cela a-t-il été réalisé? ”, May, 2007

<http://www.nato.int/issues/sfor/evolution-f.html>

LEWANDOWSKI, Wojciech, “ The Influence of the War in Irak on Transatlantic Relations”, SUSSEX European Institute, October 2004, Working Paper Number 79

<http://www.sussex.ac.uk/sei/documents/wp79.pdf>

MASSON, Hélène, “ La Consolidation Des Industries De Défense En Europe. Et Apres? ”, Notes De La Fondation Robert Schuman, Avril 2003

<http://www.robert-schuman.org/notes/notes15.pdf>

MCMMASTER, Jeffrey, “Vers Une Défense Européenne”, Septembre 1993

<http://users.skynet.be/JeffreyMcMaster/research/licence.pdf>

MESSY, Jean Louis, “ Etats-Unis et l’Europe : adversaries ou allies?”, 2005

[http://vision.blogspirit.com/files/ihedn\\_rapport\\_comite\\_3\\_vok.doc](http://vision.blogspirit.com/files/ihedn_rapport_comite_3_vok.doc)

NORTH, David, “ Cinq ans depuis le 11 septembre : un bilan politique”

[http://www.wsws.org/francais/News/2006/sept06/120906\\_bilan.shtml](http://www.wsws.org/francais/News/2006/sept06/120906_bilan.shtml)

LOUDRAAT, Chantal de Jonge, “ The new transatlantic security network”, Publication of the American Institute for Contemporary German Studies, The Johns Hopkins, Number 20, 2002

[http://www.aicgs.org/file\\_manager/streamfile.aspx?path=&name=oudraat.pdf](http://www.aicgs.org/file_manager/streamfile.aspx?path=&name=oudraat.pdf)

**OTAN Documents Fondamentaux**, “Directive politique globale: Entérinée par les chefs d’État et de gouvernement de l’OTAN”, Novembre, 2006

[www.nato.int/docu/basicxt/b061129f.htm](http://www.nato.int/docu/basicxt/b061129f.htm)

**Petit Guide de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense**, Représentation Permanente de la France auprès de l’Union Européenne à Bruxelles, Octobre 2005

[www.rpfrance.eu/IMG/0512%20Petit%20guide%20la%20PESD.pdf](http://www.rpfrance.eu/IMG/0512%20Petit%20guide%20la%20PESD.pdf)

**Publication de l’OTAN**, “Le Concept stratégique de l’Alliance”, February, 2003

<http://www.nato.int/docu/manuel/2001/hb0203f.htm> \_

RIGBY, Vincent, “ Bosnie-Herzégovine : La réaction de la Communauté Internationale”, Publications de gouvernement du Canada, Janvier 1994

<http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp374-f.htm>

RISSO, Linda, “ The (Forgotten) European Political Community 1952-1954”, Pembroke College, Cambridge



<http://www.lse.ac.uk/Depts/intrel/EFPC/Papers/Risso.doc>

ROCA, Monica Sanjosé, “ L’Identité Européenne de Sécurité et de Défense”,  
Fellowship Reports of NATO

<http://www.nato.int/acad/fellow/97-99/sanjose.pdf>

**Revue de l’OTAN**, “ Du Kosovo à Kaboul et au-delà, Hiver 2003”

[http://www.nato.int/docu/review/2003/issue4/french/debate\\_pr.html](http://www.nato.int/docu/review/2003/issue4/french/debate_pr.html)

SCHULTE, Gregory L., “Pacifier la Bosnie et transformer l’Alliance”, Edition Web,  
N 2, March 1997, Volume 45, 1997

<http://www.nato.int/docu/revue/1997/9702-6.htm>

SCHWOK, René, “ L’Union Européenne et l’OTAN: Coopération, Coordination et  
Duplication”, Institut Européen de l’Université de Geneve, Semestre d’Hiver  
2004/2005

<http://www.blog-notes.ch/dotclear/share/docs/UE%20et%20OTAN.pdf>

SOLANA, Javier Solana, “ La Politique Européenne de Sécurité et de Defense  
(PESD) Est Devenue Opérationnelle”, La Revue du Marché commun et de l’Union  
européenne, avril 2002

[http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressdata/FR/articles/70870.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/articles/70870.pdf)

TOURREILLE, Julien, “ Uni polarité et exceptionnalisme : Comment l’unilatéralisme  
de la politique étrangère américaine s’inscrit dans la durée”, Étude Raoul-Dandurand  
8, publiée par la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques,  
2005

<http://www.dandurand.uqam.ca/download/pdf/etudes/tourelle/RD-etude8120505.pdf>

**Tour d’Horizon des Activités de l’Union Européenne**, “Politique Etrangère et Sécurité”, Décembre, 2006

[http://europa.eu/pol/cfsp/overview\\_fr.htm](http://europa.eu/pol/cfsp/overview_fr.htm)

**THESES NON-PUBLIEES**

YAZICI, Merve, “Avrupa Güvenlik ve Savunma Politikası Ekseninde AB-ABD İlişkileri”, **Galatasaray Üniversitesi**, İstanbul, 2005.

CENGİZ, Aylin, “La problématique du Moyen-Orient dans les Relations Transatlantiques”, **Université Galatasaray**, Institut des Sciences Sociales, Département de Relations Internationales, İstanbul, Juillet, 2005.

